



Analyse des goulots d'étranglement à la mise en œuvre de programmes durables eau, assainissement et hygiène en milieu scolaire (EAH-MS)



Rapport d'étude – version définitive

28 janvier 2019

Présenté par :  **Hydroconseil**
L'ingénierie au service du développement

Financé par :  **unicef** | pour chaque enfant



Table des matières

A. Introduction.....	7
A.1. Situation de l'EAH au Tchad et dans ses écoles.....	7
A.2. L'analyse des goulets d'étranglement de l'EAH-MS	7
A.3. Contexte de l'étude.....	8
A.3.1. Une étude s'inscrivant dans les activités de l'Alliance Nationale pour les écoles saines	8
A.3.2. Une étude étroitement liée au processus d'élaboration de la stratégie nationale EAH- MS	9
B. Méthodologie	10
B.1. Présentation du déroulement de l'étude	10
B.1.1. Phase 1 : Travail préparatoire	10
B.1.2. Phase 2 : Collecte des données sur le terrain et analyse documentaire	11
B.1.3. Phase 3 : Hiérarchisation des goulets d'étranglement et recherche des causes.....	14
B.1.4. Phase 4 : Identification des mesures correctives.....	14
B.2. Zoom sur l'utilisation de la méthodologie Wash-Bat.....	15
B.2.1. Qu'est-ce que l'approche Wash-bat ?	15
B.2.2. Adapter la méthodologie Wash-Bat au contexte.....	15
C. Analyse des Goulets d'étranglement	17
C.1. Identification des goulets d'étranglement.....	17
C.2. Synthèse de l'analyse et de la hiérarchisation des 21 facteurs détérminants.....	18
C.2.1. Cadre ou environnement favorable	19
C.2.2. Offre de services	21
C.2.3. Demande.....	23
C.2.4. Qualité de service	24
C.2.5. Durabilité	26
C.2.6. Bilan du classement réalisé.....	28
D. Pistes de réflexion, plan d'action	33
D.1.1. Recommandations pour l'amélioration de l'environnement favorable.....	33
D.1.2. Recommandations pour l'amélioration de l'offre de service.....	34
D.1.3. Recommandations pour l'amélioration de la demande.....	35
D.1.4. Recommandations pour l'amélioration de la qualité de service	36
D.1.5. Recommandations pour travailler sur la durabilité des interventions proposées	37



E. Annexes.....	40
Annexe 1. Bibliographie	40
Annexe 2. Liste des personnes rencontrées	43
Annexe 3. Liste des écoles ciblées dans l'échantillon et programme théorique de visite	46
Annexe 4. Présentation des écoles visitées et programme de visite	50
Annexe 5. Tableau de correspondance Wash-Bat	54
Annexe 6. Analyse des documents disponibles présentant la situation EAH-MS au Tchad	62

Titre du rapport : Rapport d'analyse des goulots d'étranglement à la mise en œuvre de programmes durables eau, assainissement et hygiène en milieu scolaire (EAHMS)

Statut du rapport : Final

Client : UNICEF Tchad

Consultant : HYDROCONSEIL (France)

Démarrage du contrat : 03/09/2018

Date de soumission du présent document : 30 Janvier 2019

Numéro de révision : 0 (nombre de révisions vues par le client)

Personnes ayant contribué à l'écriture du rapport : Audrey Crocker, Camille Salaün

Coordination, édition et assurance qualité : Camille Salaün

Des commentaires ou questions sur ce rapport ? Écrire à : crocker@hydroconseil.com

Photo de couverture : Hydroconseil



Illustrations

Figure 1 : Déroulement de l'étude	10
Figure 2 : Présentation de la localisation géographique de l'échantillon	12
Figure 3 : Synthèse des remplacements effectués	13
Figure 4: Schéma de lien entre les différentes composantes du WASH-BAT	16
Figure 5 : Présentation des investissements réalisés dans l'Eau et l'assainissement entre 2013 et 2017	30
Figure 6 : Synthèse des données disponibles	62



Remerciements

L'équipe Hydroconseil remercie les Différentes Directions du Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique (MENPC) rencontrées dans le cadre de la présente mission. De nombreuses questions ont été posées pour mieux comprendre le rôle des uns et des autres et leur interaction dans la définition et/ou la mise en œuvre des volets infrastructures ou changement de comportement dans les écoles. Tous ont reçu l'équipe dans un esprit de franche collaboration.

Hydroconseil remercie tout particulièrement la Direction de la DANSS et de la DAPRO pour leur soutien et participation à toutes les étapes de cette étude. Le temps passé en atelier, dans les bureaux ou bien encore sur le terrain fut riche d'enseignement. Nous espérons que cette impression soit réciproque.

Bien que ce rapport ne leur soit pas directement destiné, nous remercions également l'ensemble des 50 directeurs qui nous ont ouvert les portes de leur école et qui nous nous permis de nous entretenir avec les parents d'élèves, les enseignants et les enfants eux-mêmes. Un grand merci à vous !

Enfin, nous remercions chaleureusement les équipes de l'UNICEF Tchad pour la confiance qu'ils nous ont témoignée tout au long de cette étude.



Acronymes

Sigle	Définition
AEP	Adduction d'eau potable
AGR	Activités génératrices de revenu
AME	Association des mères d'élèves
APE	Association des parents d'élèves
ATPC	Assainissement Total Piloté par la Communauté
ATPE	Assainissement Total Piloté par l'Ecole
BAT	Bottleneck Analysis Tool (outil d'analyse des goulets d'étranglement)
CAP	Connaissance, attitudes, pratiques
CFC	Centre de Formation Continu
COGES	Comité de gestion Scolaire
CP	Cours préparatoire
DANSS	Direction de l'Alimentation, de la Nutrition et de la Santé Scolaire
DAPRO	Direction de l'Analyse et de la Prospective
DFE	Direction de la Formation des Enseignants
EAH	Eau, Assainissement et Hygiène
EAHMS	Eau, Assainissement et Hygiène en milieu scolaire
ENI	Ecole Normale d'Instituteurs
ENS	Ecole Normale Supérieure en charge de la formation des enseignants
FG	Focus Group
GHM	Gestion de l'Hygiène Menstruelle
IDEN	Inspection Départementale de l'Education Nationale
IPEP	Inspection Pédagogique de l'Education Nationale
JMP	Joint Monitoring Programme
LMS	Lavage des mains au savon
MEEP	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche
MENPC	Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique
MSP	Ministère de la Santé Publique
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAFI	Petite Action Faisable mais Importante
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PARSET	Programme d'Appui à la Réforme Scolaire de l'Education au Tchad
PIET	Plan Intérimaire de l'Education
PNANSS	Politique Nationale de l'Alimentation, de la Nutrition et de la Santé Scolaire
PREBAT	Projet de Revitalisation de l'Education de Base au Tchad
PROQEB	Promotion de la Qualité de l'Education de Base au Tchad
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RESTE	Résilience et emploi au Lac Tchad
TDR	Termes de Référence
UNICEF	Fond des Nations Unies pour l'Enfance
WASH	Sigle anglophone pour Eau, Assainissement et Hygiène



A. Introduction

A.1. Situation de l'EAH au Tchad et dans ses écoles

Au Tchad, les plus récentes estimations de l'OMS et de l'UNICEF¹ font état d'un taux d'accès à l'eau potable par la population de 78% pour le milieu urbain contre 32% en milieu rural. L'accès au service d'assainissement est très limité avec seulement 3% de la population en milieu rural ayant un accès à un assainissement de base alors que 82% y pratiquent la défécation à l'air libre. Cette situation est d'autant plus alarmante que les maladies diarrhéiques font partie des 3 premières causes de mortalité infantile des moins de 5 ans² au côté des IRA et du Paludisme.

La situation de l'eau et de l'assainissement dans les écoles (publiques, privées et communautaires) est aussi très préoccupante. Selon la ligne de base du JMP des services EAH dans les écoles³, 7 élèves sur 10 n'ont pas accès à l'eau potable et à des toilettes. Les données montrent une tendance décroissante de l'accès aux services d'eau et d'assainissement dans les écoles primaires et du 1^{er} cycle de l'enseignement secondaire. Selon le dernier annuaire statistique⁴ publié par le MENPC en Janvier 2017, sur un échantillon de 150 écoles ayant des points d'eau, 34% ne sont pas conformes aux normes de l'OMS. La situation de l'assainissement est alarmante avec 87% des écoles sans toilettes adéquates d'où le fort taux de défécation à l'air libre enregistré dans les écoles (97%) exposant des milliers d'enfants aux risques de maladies d'origine hydriques quand ils sont à l'école (2,2 millions d'enfants). De plus, quand ces toilettes existent, elles ne sont pas utilisées et/ou pas entretenues⁵.

A.2. L'analyse des goulets d'étranglement de l'EAH-MS

Dans le cadre de la coopération entre le gouvernement du Tchad et l'UNICEF, le MENPC et ses partenaires ont fait le constat que malgré les efforts déployés durant les 10 dernières années pour équiper les écoles en infrastructures eau et assainissement, les changements de comportements sont actuellement faibles et la maintenance des infrastructures non assurée par les écoles. La durabilité des investissements et des approches est donc remise en question.

Suite à un appel d'offre, le Ministère et l'UNICEF ont confié à Hydroconseil la réalisation d'une étude visant à analyser la situation de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène en milieu scolaire (EAHMS) au Tchad et à identifier les principaux facteurs limitant le développement de ces services dans les écoles et leur maintien dans le temps (durabilité).

L'étude couvre le pays dans sa globalité, mais la collecte de données dans les écoles et au niveau des institutions déconcentrées et décentralisées s'est déroulée dans trois provinces du pays à savoir la province du Lac, du Moyen-Chari et du Mayo-Kebbi Est.

Le présent rapport d'analyse présente l'ensemble du travail réalisé par Hydroconseil et le MENPC, tant en termes de conceptualisation de l'étude, d'analyse documentaire, de collecte de données sur le terrain, qu'en terme d'analyse et de production de recommandations pour nourrir les modalités de mise en œuvre de la stratégie EAH-MS actuellement en cours de finalisation. Le but poursuivi de la stratégie étant d'augmenter l'accès à un service EAH complet, universel et équitable dans les écoles et de le pérenniser.

¹ Rapport conjoint de suivi des programmes eau et assainissement par l'OMS et UNICEF (Joint monitoring program) 2017

² EDS-MICS 2014-2015

³ JMP WASH in Schools Global Estimates, 2018

⁴ Annuaire statistique scolaire 2014-2015

⁵ Etude Antenviro sur l'état sanitaire des écoles de la ville de N'Djamena



Le corps de ce rapport se veut volontairement synthétique mais reprend l'ensemble des phases du travail réalisé :

Partie 1 : Présentation du déroulement de l'étude,

Partie 2 : Analyse de la situation de l'EAH-MS au Tchad à l'échelle nationale à partir des entretiens réalisés et des documents existants

Partie 3 : Analyse des facteurs de blocage/goulets d'étranglement : regroupe l'identification des axes à poursuivre et objectifs à atteindre, la pré-identification des goulets d'étranglement ainsi que la définition des indicateurs de référence. Elle a été co-construite avec les ministères en charge de l'EAH-MS qui sont les plus à même de présenter leurs objectifs. Ce travail s'appuie sur le travail d'ores et déjà entamé par les membres de l'Alliance Nationale pour des Ecoles Saines.

Synthèse et justification de la hiérarchisation des facteurs de blocage : l'analyse de données (terrain/documentation) permet d'établir les gaps entre la situation visée et la situation constatée. Cette étape s'est tout d'abord réalisée sans la présence du MENPC, qui s'est par la suite, lors des ateliers, approprié les résultats afin de pouvoir s'engager dans la dernière étape de l'étude.

Partie 4 : Pistes de réflexion qui reposent sur une parfaite maîtrise du contexte, des enjeux et des possibles acteurs EAHMS. Qu'est-il possible de faire pour améliorer durablement la situation dans les écoles ? Sommes-nous en mesure de le faire ? Quels sont les préalables ? Quels sont les goulets d'étranglement sur lesquels nous (acteurs de l'EAHMS au Tchad) souhaitons nous engager car ils ont le plus d'impacts positifs pour le secteur ?

Les annexes sont quant à elles particulièrement fournies et présentent les différents éléments d'analyse portés à la connaissance des participants aux différentes consultations des parties prenantes au cours de l'étude.

La méthodologie et les résultats des différents ateliers sont présentés dans un rapport séparé qui est un rapport d'ateliers. Ce dernier permet de bien comprendre les discussions ayant abouti à l'analyse produite dans le cadre de ce rapport. Sur demande, il peut être mis à disposition par l'UNICEF.

Enfin, la Base de données brutes (Excel®) a été transmise à la DAPRO et à l'UNICEF, de même que l'ensemble des supports d'ateliers (PowerPoint®).

A.3. Contexte de l'étude

A.3.1. Une étude s'inscrivant dans les activités de l'Alliance Nationale pour les écoles saines

Bien que peu de données soient disponibles, les indicateurs concernant l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène dans les écoles du Tchad sont très alarmants⁶. Le MENPC et ses partenaires sont conscients de cette situation et ont décidé depuis Mai 2018, de la constitution d'une « l'Alliance Nationale pour des Ecoles Saines ».

Cette alliance, regroupe, sous le lead de la DANSS du MENPC, le Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche (MEEP), le Ministère de la Santé Publique (MSP), des partenaires de la société civile impliqués dans l'EAH en milieu scolaire et des Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Elle constitue le cadre national de référence pour s'assurer que les interventions contribuent à satisfaire l'accès à l'eau et l'assainissement et l'hygiène en milieu scolaire. Cette plateforme doit aider à porter l'EAH-MS à un niveau plus stratégique et politique de l'agenda.

⁶ Cette situation sera exposée dans le 2^{ème} chapitre du présent rapport



« Définir un cadre national de référence permettant au MENPC de mobiliser les acteurs autour d'une vision conjointe et cohérente avec la Politique Nationale de l'Alimentation, de la Nutrition et de la Santé Scolaire (PNANSS) et les ODD ».

Ce cadre doit permettre « de favoriser le respect de la stratégie EAHMS, des normes et standards nationaux, et leur appropriation par les responsables du secteur de l'éducation et les communautés. »⁷.

L'UNICEF apporte son appui technique et financier à l'opérationnalisation de la plateforme. Dans le cadre de cet appui et pour répondre à l'objectif poursuivi par l'Alliance, des TdR ont été élaborés et des activités de plaidoyer furent lancées. Les objectifs spécifiques de la plateforme, sont repris ci-dessous :

1. Faire une analyse approfondie des goulots d'étranglements freinant la mise en œuvre de programmes EAHMS ;
2. Elaborer la stratégie nationale EAHMS, les outils et standards nationaux pour EAHMS ;
3. Faire un plaidoyer en faveur de la Santé Scolaire;
4. Renforcer les capacités techniques et opérationnelles du MENPC et des acteurs EAHMS ;
5. Favoriser la mise en place des infrastructures d'eau et d'assainissement dans les écoles avec le changement de comportement comme stratégie centrale pour la pérennisation.

La mission confiée à Hydroconseil s'inscrit pleinement dans les activités permettant à l'alliance de produire une analyse approfondie des goulots d'étranglement / freins pouvant bloquer la mise en œuvre de la stratégie EAH-MS.

A.3.2. Une étude étroitement liée au processus d'élaboration de la stratégie nationale EAH-MS

Les grèves de l'année 2017/2018 n'ont pas permis d'avancer rapidement sur la 1^{ère} activité à l'agenda de l'Alliance Nationale. La deuxième activité - Elaboration de la stratégie Nationale EAH-MS a été lancée dès le mois de mai afin de doter l'alliance (i) d'une vision commune à l'horizon 2030 et (ii) du document stratégique en tant que tel.

Le paragraphe suivant présente la vision adoptée par les acteurs en mai 2018 :

« D'ici 2030, les enfants scolarisés du Tchad bénéficient d'une éducation de qualité grâce à un accès équitable et durable à l'eau potable, aux services d'assainissement et appliquent aisément les bonnes pratiques d'hygiène. »

Par ailleurs, en aout 2018, suite à une réunion avec les membres du comité technique de l'Alliance pour les écoles saines, l'Alliance, par son comité de pilotage, a validé le contenu de la Stratégie Nationale pour l'EAHMS qui fut adoptée par les acteurs clés qui ont participé à son élaboration.

L'étude sur les Goulots d'étranglement/freins s'est donc appuyée sur cette stratégie (non-opérationnelle) afin de définir les principaux facteurs pouvant nuire, ralentir, bloquer la mise en œuvre de cette stratégie sur le terrain et l'atteinte des résultats escomptés.

L'analyse des freins permet la recherche d'évidences provenant du terrain. Ces évidences serviront à alimenter la définition des modalités de mise en œuvre de la stratégie, qui seront élaborés par la consultante en charge de la stratégie, en décembre 2018.

⁷ TDR de l'Alliance écoles saines présenté en annexe

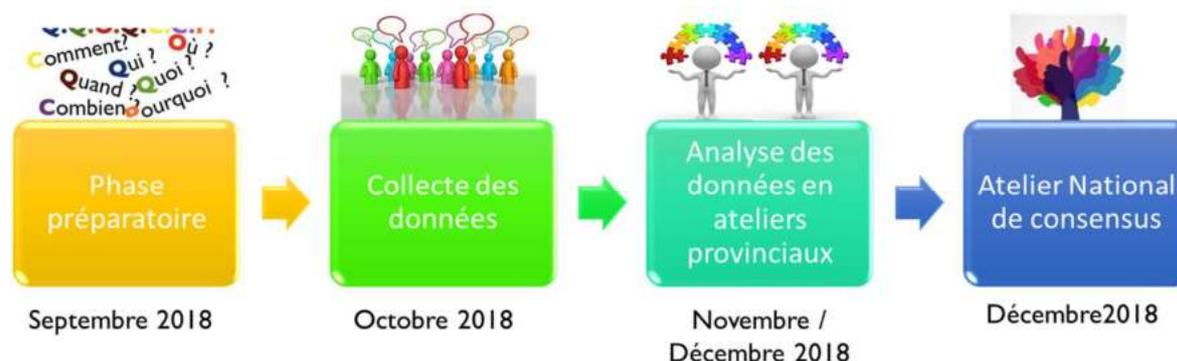


B. Méthodologie

B.1. Présentation du déroulement de l'étude

L'étude d'analyse des freins à l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement dans les écoles du Tchad s'est déroulée en 4 phases. Le graphique ci-dessous présente les grandes étapes de ce travail.

Figure 1 : Déroulement de l'étude



Les paragraphes suivant reprennent le travail réalisé.

B.1.1. Phase 1 : Travail préparatoire

Le point central de la phase préparatoire a été l'organisation d'un atelier d'une journée et demi afin de définir avec les participants (membres de l'alliance et personnes ad-hoc), les facteurs de blocage potentiels à la mise en place d'une stratégie EAH-MS au Tchad.

L'agenda, la présentation des activités réalisées dans le cadre de cet atelier ainsi que les conclusions de ces discussions sont présentées dans le rapport d'atelier.

Autour de l'organisation de l'atelier, des rencontres bilatérales ont été organisées afin de renforcer la connaissance d'Hydroconseil concernant les acteurs de l'EAH-MS (ONG, Bailleurs, Ministères).

Enfin la documentation disponible a été consultée afin d'établir une vision globale mais chiffrée de la situation EAH-MS au Tchad. Notons que la plupart des documents n'aborde pas les deux composantes « hard » et « soft », toutes deux pourtant indissociables de l'analyse EAH des écoles. La thématique Gestion de l'Hygiène Menstruelle est abordée dans l'enquête CAP réalisée par le MENPC et l'UNICEF.

Documents	Source	Contenu et périmètre
L'annuaire statistique	MENPC	Géographie : Tchad Données sur la typologie des établissements scolaires,
Etude de cas dans les 135 écoles de N'Djaména (10 communes)	MENPC UNICEF	Géographie : Ville de N'Djaména Données actualisées sur : la présence de points d'eau à l'école, la situation des écoles en matière de pratique d'Hygiène et d'assainissement (entretien des WC, existence des clubs d'hygiène, les journées de salubrité, etc.), matériel d'assainissement.



Documents	Source	Contenu et périmètre
Rapport de la mise en place d'un système de collecte et d'analyse et d'utilisation de données sanitaires pour l'évaluation du projet "Eau, Hygiène et Assainissement" dans les régions du Lac et du Hadjer Lamis	Projet RESTE Hydroconseil	Géographie : Ensemble des écoles des localités des sous-préfectures de Massakory, Kouloudia, N'gouri et Doumdoum disposant d'un centre de santé. Au total 44 écoles Contenu : Qualité, quantité et accès à une installation permettant l'eau de boisson, promotion de l'hygiène, latrines (ratio, séparation genrée, hygiène), gestion des déchets, fonds pour l'entretien des ouvrages
Powerpoint de synthèse de l'enquête CAP réalisée dans 4 écoles de la ville de N'Djaména	MENPC UNICEF	Géographie : 4 écoles péri-urbaines, Accès aux infrastructures Eau, Assainissement et hygiène (lavage des mains), connaissance des enfants, parents et enseignants sur l'EAH, pratiques d'hygiène observées, lien école/village, existence de clubs d'hygiène, approvisionnement en intrant (budget, etc.), GHM.

Il est certain que dans le cadre de projets portés par les PTF intervenant dans l'EAH d'autres analyses de la situation EAH dans les écoles sont disponibles. Cependant, ces derniers ne sont pas facilement accessibles car non centralisés au sein du MENPC.

B.1.2. Phase 2 : Collecte des données sur le terrain et analyse documentaire

Une fois les facteurs déterminants identifiés, le travail d'Hydroconseil s'est recentré autour d'un noyau restreint de personnes à savoir les cadres de la DAPRO et les cadres de la DANSS afin de fixer la géographie d'intervention, l'échantillon et les outils de collecte de données sur le terrain.

Géographie d'intervention : Les réunions préliminaires avaient montré une forte volonté des deux directions à étendre l'échantillon à plus de 2 provinces (périmètre du travail dans les TdR du consultant). Ainsi, il a été conjointement décidé d'étendre le champ de l'étude à 3 provinces tout en maintenant la même durée de présence sur le terrain des enquêteurs. Ainsi les provinces du Moyen-Chari, du Moyen-Kebbi Est et du Lac ont été retenues comme zone d'étude.

Echantillon : 50 écoles étaient visées dans le cadre de cette étude. Cela correspond aux visites que peuvent faire 10 enquêteurs en deux semaines de terrain, sachant que les enquêtes dans les écoles sont contraintes par le rythme scolaire (rotation matin seule ou matin/après-midi, travail ou non le samedi matin, etc.).

Le tableau ci-dessous synthétise la localisation des 50 écoles enquêtées.



Figure 2 : Présentation de la localisation géographique de l'échantillon

	Sous-préfecture	Nombre d'écoles	Echantillon	%d'écoles échantillonnées
Moyen-Chari	Balimba	70	6	9%
	Danamadji	45	6	13%
	Moussafoyo	57	5	9%
Mayo-Kebbi Est	Bongor	62	6	10%
Lac	Bol	67	11	16%
	Ngouri	195	16	8%
Total		496	50	10%

La question la plus délicate durant cette phase de l'étude a concerné les critères d'échantillonnage permettant de cibler les écoles visitées. Les hypothèses retenues sont :

- Les critères doivent provenir du seul document de référence répertoriant les écoles : l'annuaire statistique,
- Les critères doivent prendre en compte la présence de point d'eau ou de latrines et orienter l'échantillon pour pouvoir aborder les questions relatives à la durabilité des ouvrages et des changements de comportement (biais de représentativité accepté),
- Le milieu (urbain, semi-urbain, rural) et le type d'école (communautaire, privée, publique) et les acteurs présents dans l'école (COGES, APE) peuvent influencer les résultats (biais de représentativité accepté),
- L'accompagnement de l'école par un programme a également pris en compte (PROQEB, PAM & UNICEF) car on peut penser que ces écoles sont plus familières des principes d'hygiène ou des notions sur la GHM,
- Tant que faire se peut, nous avons tenté d'intégrer quelques écoles nomades, sans que les difficultés d'accès n'entravent le respect des délais de l'enquête.

La liste des écoles visées lors de l'échantillonnage est présentée en Annexe 3 et comprend une liste d'écoles de remplacement en cas de non-fonctionnalité de l'école de manière permanente ou ponctuelle (grève des enseignants, etc.). La fonctionnalité des écoles a été vérifiée avec les IPEP avant les descentes sur le terrain.

Outils de collecte de données : En parallèle de ce travail sur l'échantillonnage, 9 outils de collecte de données ont été élaborés puis validés par la DAPRO et la DANSS. Les publics cibles de ces outils sont : les inspecteurs, les planificateurs, les autorités locales, les directeurs, les enseignants, les enfants, les élèves filles, les APE et les AME.

Formation et test : Une fois les outils validés, la formation des 22 enquêteurs (50% sont des agents de la DAPRO) sélectionnés a pu débuter. Cette formation s'est déroulée les 3, 4 et 8 octobre 2018 et s'est clôturée par le test des outils dans 2 écoles de la capitale. Durant le test, tous les outils ont pu être testés, dans des conditions plus ou moins réelles⁸. Une séance de reprise des bonnes pratiques, et de prise en compte des commentaires sur les outils a été organisée pour finaliser la formation. Puis la sélection finale de 10 enquêteurs a été réalisée.

Campagne de collecte : La phase terrain a débuté le 20 octobre 2018 dans la province du Moyen-Chari. En moyenne 5 écoles ont été visitées par jour par des binômes mixtes d'enquêteurs (1 homme/1 femme). Certaines écoles du programme initial ont été remplacées pour des raisons de non fonctionnalité, d'écoles encore fermées à cause de la grève des

⁸ les écoles étant privées, il n'y avait pas d'associations de parents d'élèves, donc des mères d'élèves ont été choisies pour répondre aux questions de l'AME, et un homme a été choisi pour répondre aux questions de l'APE



enseignants ou inaccessibles dans le temps imparti par l'étude. Au total ce sont 9 écoles qui ont été remplacées.

Une forte préparation des rencontres avec les acteurs a été nécessaire pour s'assurer de la disponibilité des autorités locales par exemple ou de la présence des APE/AME dans les écoles durant cette période de l'année propice aux travaux des champs. Dans la province du Lac, 3 écoles insulaires ont été remplacées faute d'accessibilité⁹. La situation des écoles remplacées se présente comme dans le tableau ci-après :

Figure 3 : Synthèse des remplacements effectués

N°	Ecole initiale	Ecole de remplacement	Observations
1	TOUMBRA	TANDAL SABI	Insulaire urbaine proche
2	MAGUE	TOUI	Terre ferme
3	MASSILALA-KIDRI	TAOU KRIO	Terre ferme
4	LOULOU KAMEROM	BARI DELERI	Ecole déplacée dans autre village
5	KIWA	ROROM	Conflit interne au village
6	NOURAL ISLAM	LAMEROM	Non identifiée
7	KANYARI	DRA ISSARI	fermée depuis 3 ans
8	TELEME	MIOGOYE	Inaccessibilité de l'axe en voiture
9	MOUSSAFOYO NOMADE	KANA DJIMALDE	

Difficultés rencontrées :

Sur les questionnaires : quelques dysfonctionnements de sauts de questions ont été constatés (notamment si la fosse n'a jamais été remplie), les réponses ont donc été corrigées manuellement depuis la France, une fois les données brutes réceptionnées.

Les entretiens avec les filles : Dans beaucoup de villages, il a été difficile de trouver les filles en âge d'avoir leurs règles à l'école car celles-ci sont indispensables dans les travaux champêtres pendant cette période des récoltes. De plus, certaines écoles disposent de cycles incomplets (ils n'ont que des niveaux CP/CE). Ainsi, dans certaines écoles, le nombre de trois entretiens individuels filles par école n'est pas atteint ou non réalisé¹⁰.

Les entretiens avec les enfants : Dans certaines écoles (à cycle incomplet) il a parfois été difficile de parler en français ou arabe avec les enfants. Dans certaines sous-préfectures les enquêteurs ont dû faire recours à des facilitateurs locaux.

Autre : Certains IPEP ne maîtrisent pas la situation des écoles de leur inspection. Des informations claires sur les écoles ne sont pas connues (état de fonctionnement ou non des écoles), cela a donc entraîné de nombreux remplacements d'école et une perte de temps considérable pour l'équipe qui s'est rendue dans des villages sans que ces derniers disposent d'une école.

⁹ Toutes sont dans les zones insulaires donc l'accès est impossible en cette période de montée des eaux du lac Tchad. La distance pour contourner le Lac-Tchad nécessite pour certains un jour supplémentaire de voyage. Ce qui n'était pas possible compte tenu de notre programmation.

¹⁰ Il en va de même dans pour les entretiens enseignants : dans le cas de petites structures, il n'a pas été possible de trouver plus de 1 ou 2 enseignants par école.



Beaucoup d'enseignants n'ont pas encore regagné leur poste à cause de la grève lancée par les syndicats des enseignants

Traitement des données collectées : Les enquêtes ont été saisies sous SPHINX® et envoyées via internet après un contrôle qualité quotidien des chefs d'équipe. Le traitement des données a été effectué par Hydroconseil dans un délai très court, ce qui explique la non-exploitation d'une partie des données collectées. Notons toutefois que plus des $\frac{3}{4}$ des questions posées ont été analysées et que la base de données brute a été transmise à la DAPRO et à l'UNICEF afin de leur permettre d'effectuer des analyses complémentaires s'ils le souhaitent. L'analyse des données brutes effectuée par Hydroconseil, pour alimenter les réflexions sur les facteurs déterminants est présentée à Annexe 6.

B.1.3. Phase 3 : Hiérarchisation des goulets d'étranglement et recherche des causes

a) Hiérarchisation des facteurs de blocage au niveau provincial

Une fois les données analysées par Hydroconseil, deux ateliers provinciaux ont été organisés pour présenter les données aux personnes, cibles de l'étude. Ces ateliers ont été organisés par la DAPRO le 29 Novembre et le 3 décembre 2018. Des cadres de la DAPRO ont également accompagné Hydroconseil à Bol puis à Sarh et animé eux-mêmes une partie de l'atelier.

Ces ateliers ont réuni à la fois des autorités locales (1^{er} adjoint du Maire de Bol, Chef de canton de Danamadji, représentant du sous-préfet de Balimba), les Délégués Provinciaux, les planificateurs provinciaux, des inspecteurs et des planificateurs au niveau des IPEP, des directeur(trice)s, des représentants des parents d'élèves et mères d'élèves et quelques enfants. Cette diversité d'acteurs, avec des rôles différents, a permis un large débat. Les listes de présence à ces deux ateliers sont présentées à l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**

Malgré le nombre considérable d'information à assimiler en 1 journée, l'ensemble des participants a fait preuve d'une très grande détermination dans la compréhension des données et a produit les tableaux de classement (assortis de justification) présenté en **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**

b) Validation du classement réalisé

Une fois le travail d'appropriation et de classement réalisé en province, les résultats ont été présentés au niveau national pour validation. En effet, une synthèse des fiches indicateurs a été produite par Hydroconseil et présentée en plénière aux participants qui devaient par la suite se prononcer sur la pertinence du classement effectué en province. Bien que cette méthodologie présente le désavantage de ne pas faire entrer les participants au cœur des données, cela a tout de même permis une plus grande réflexion sur le niveau de risque attribué par les provinces. La méthodologie suivie est présentée au Chapitre **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**

B.1.4. Phase 4 : Identification des mesures correctives

La dernière activité à réaliser dans le cadre de l'étude a consisté à s'attacher de la manière la plus participative possible à identifier des activités / approches qui pourraient permettre d'atténuer / lever les difficultés actuellement rencontrées. Faute de temps, il a été difficile de travailler sur les mesures correctives à Bol et à Sarh mais ce travail a été fait durant l'atelier National, sur 4 thèmes clefs, à savoir :

EAH-MS, sont les points les plus critiques pour assurer la durabilité des interventions :

- Budget et financements,
- Adoption et maintien des bonnes pratiques



- Suivi et encadrement
- Identification des besoins et planification

Pour chacun de ces 4 thèmes, des questions précises ont été posées afin de guider la réflexion des 4 groupes de travail. Les résultats des réflexions autour de ces questions sont présentés dans le rapport d'atelier.

B.2. Zoom sur l'utilisation de la méthodologie Wash-Bat

B.2.1. Qu'est-ce que l'approche Wash-bat ?

Le Wash-Bat est un outil d'analyse des goulots d'étranglement inhérents développé par l'UNICEF pour « *comprendre les causes profondes et l'interaction complexe de structures institutionnelles, l'efficacité des ressources humaines, matérielles et financières dans le secteur de l'EAH* ».

Il s'agit d'une approche fondée sur des preuves rationnelles pour la formulation d'une stratégie d'investissements pour le secteur. In fine le résultat est « *l'élaboration de plans d'actions chiffrés et hiérarchisés permettant l'élimination des goulets d'étranglement qui limitent les progrès dans le secteur EAH* ». Les activités inscrites dans les plans d'action sont le fruit d'un large processus participatif et d'une décision consensuelle de tous les participants qui s'engagent alors à porter, défendre, mettre en œuvre et réaliser un mécanisme de suivi/évaluation efficace des plans d'action pour atteindre les résultats escomptés.

B.2.2. Adapter la méthodologie Wash-Bat au contexte

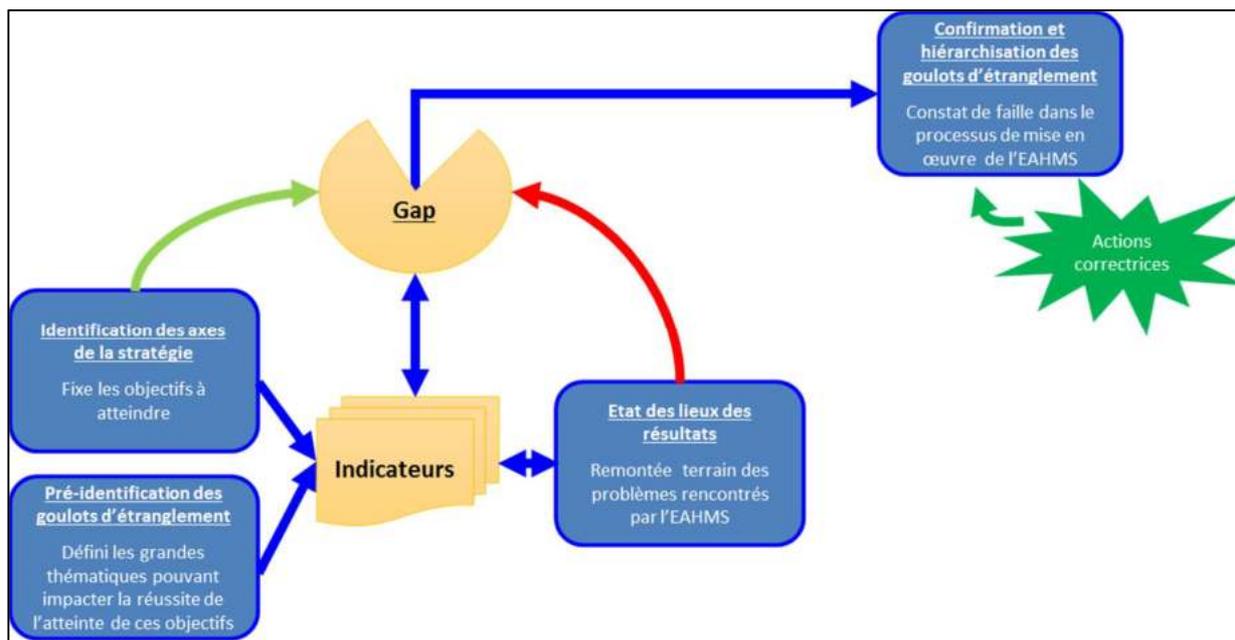
Selon les TDR de la consultation, la méthodologie Wash-Bat, c'est-à-dire l'application d'une méthodologie très participative a été utilisée tant que faire se peut dans le cadre de cette étude.

a) Une obligation : avoir une bonne connaissance de la situation de référence

Un goulot d'étranglement correspond à une **défaillance d'un système qui empêche ce dernier de fonctionner correctement et d'atteindre les résultats escomptés**. Pour pouvoir travailler efficacement il est donc essentiel de connaître la situation escomptée (les objectifs visés) et la situation actuelle afin de mesurer les gaps et identifier les véritables goulets d'étranglement de la mise en œuvre de l'EAHMS dans les écoles primaires et secondaires du Tchad.



Figure 4: Schéma de lien entre les différentes composantes du WASH-BAT



b) Identification des goulets d'étranglement : un mécanisme le plus participatif possible lors de la définition des preuves à chercher

Dès le début de sa prestation, Hydroconseil s'est attaché à faire converger plusieurs approches à savoir :

- Le processus entamé par l'alliance et la consultante en charge de l'appui à l'élaboration de la stratégie EAH-MS, qui en adoptant des mesures pour améliorer la situation inclut une identification de certains problèmes et des objectifs pour le sous-secteur sous formes de 8 axes¹¹ ;
- La méthodologie Wash-Bat, qui se veut harmoniser, avec un vocabulaire et une différenciation bien spécifique en Building Blocks, Facteurs déterminants et Indicateurs.
- Une attente forte d'information concernant la situation EAH et GHM dans les écoles.

La méthodologie participative de l'étude a permis de faire converger ces trois approches.

Lors du premier atelier national, la première journée a donc consisté à identifier les points qui pourraient bloquer la mise en œuvre de la nouvelle stratégie EAHMS, thématique par thématique, en s'appuyant sur une analyse préalable de cette stratégie et de ses résultats escomptés. Lors de la seconde journée, les facteurs de blocage à tester ont été synthétisés et répartis en 5 grands thèmes (ou Building Block) selon la nomenclature du Wash-Bat.

Ainsi, l'atelier des 27 et 28 septembre 2018 a permis de rassembler les techniciens des différents ministères/directions impliqués dans le cadre de l'Alliance Nationale pour des Ecoles Saines. A partir des axes de la stratégie, ils ont-eux même défini en petit groupe de travail, la liste des 21 facteurs à tester par Hydroconseil sur le terrain.

c) Hiérarchisation des goulets d'étranglement : un classement qui ne s'est pas basé sur les progrès réalisés

A l'issue de la phase de terrain, Hydroconseil a organisé 3 ateliers (2 provinciaux et 1 national) afin de classer les facteurs de blocage avec l'ensemble des acteurs impliqués dans l'EAH-MS

¹¹ Et de fait, car cela n'est pas l'objectif de la consultation.



tant au niveau central que déconcentré selon la méthodologie WASH-BAT tel que le demandaient les TdR de la consultation.

D'après les principes de la méthodologie WASH-BAT le classement se fait selon 5 options : Pas de progrès, Progrès moyen, Bon progrès, Accompli, Non applicable.

Dans le cadre de cette consultation, il n'est pas possible d'appliquer cette approche puisque pour le moment il n'existe pas de situation de base connue, ni d'approche nationale harmonisée mise en œuvre pour favoriser l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les écoles. Suite à ces constats, il nous est apparu évident qu'il n'était pas possible d'évaluer les progrès réalisés suite à la mise en place d'actions correctrices.

Ainsi, nous avons proposé à l'Alliance et à l'UNICEF de nous inspirer de cette méthodologie mais de l'adapter à la situation actuelle. In fine, notre proposition repose sur la construction d'une grille d'analyse des risques pesant ou pouvant à terme peser sur la mise en œuvre d'activités découlant de la stratégie. Les observations réalisées ont donc valeur d'une situation de base permettant de voir le chemin à parcourir pour atteindre les objectifs sous-entendus dans la stratégie. En tout état de cause, il est important de mentionner que nous n'avons pas évalué dans le cadre de ce travail, les faiblesses d'un processus, puisque ce dernier est pour le moment en cours de conception au Tchad, grâce notamment au travail entamé par l'Alliance pour des écoles saines.

C. Analyse des Goulets d'étranglement

C.1. Identification des goulets d'étranglement

L'atelier national d'identification des goulets d'étranglement a permis d'identifier de manière participative les différents freins risquant d'entraver la mise en œuvre et les résultats de la nouvelle stratégie nationale EAHMS. Ils sont repris dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Présentation des Building Blocks et Facteurs déterminant identifiés au Tchad

Building Blocks	Facteurs déterminants
Cadre ou environnement favorable	Politique, Stratégie
	Normes et standards
	Coordination
	Planification
	Budget et financement
	Plaidoyer
Offres de services	Accès aux infrastructures et équipements
	Accès et appropriation de l'information
	Equité
Demande	Implication de la communauté scolaire à toutes les phases (ciblage, intervention soft, hard, après l'intervention)
	Utilisation des ouvrages et équipements
	Normes sociales
Qualité de service	Identification des besoins
	Qualité des activités d'accompagnement vers le changement
	Qualité des travaux
	Disponibilité des compétences et pièces de rechange pour l'entretien et la maintenance



Building Blocks	Facteurs déterminants
	Renforcement de capacités
Durabilité	Suivi et encadrement rapprochés
	Soutien ad hoc apporté aux écoles
	Appropriation
	Partenariat école-village/autorités locales, centre de santé

Les facteurs déterminants sont assortis de plusieurs indicateurs chacuns, présentés dans le tableau de correspondance WASH-BAT en Annexe 5.

Chaque building block et facteur déterminant s'applique à plusieurs axes de la stratégie, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Ce travail a été réalisé à partir des 8 axes de la stratégie en cours d'élaboration. La correspondance entre ce travail préliminaire participatif et le tableau ci-dessous, présentant lui les facteurs de blocage selon la terminologie WASH-BAT, est présentée en Annexe 5.

C.2. Synthèse de l'analyse et de la hiérarchisation des 21 facteurs déterminants

La réalité des 21 facteurs déterminants et indicateurs associés a été vérifiée sur le terrain grâce à la collecte de données dans les écoles et auprès des IPEP/planificateurs, etc.

L'ensemble des activités mises en œuvre pendant cette étude, y compris l'analyse détaillée de ces informations, présentée en Annexe 6, ont permis d'identifier les points positifs et les points négatifs liés à chaque facteur ainsi que le degré de criticité de chacun d'entre eux.

La méthodologie complète de l'analyse est présentée dans le rapport d'Atelier, conjointement fourni avec le présent rapport.



C.2.1. Cadre ou environnement favorable

Facteur déterminant	Les plus	Les moins	Couleur
Politique et stratégie	<p>5 documents de référence (Politique Nationale, feuilles de route, etc.)</p> <p>La stratégie est en cours et s'appuie sur cette étude d'analyse des facteurs de blocages (enquête terrain – recherche d'évidences)</p>	<p>Peu de traduction des orientations prises dans le cadre des politiques, feuilles de route élaborées</p> <p>Absence d'engagement (absence d'objectifs et de suivi)</p> <p>Des documents nationaux peu décentralisés</p> <p>Pas de prise de décision locale (arrêté municipaux)</p>	
Normes et standards	<p>2 guides existent: un guide sur la construction et un guide sur l'entretien (1994 et 2017)</p> <p>18 documents de haut rang parlent des normes et standards ou d'orientation concernant la gestion des infrastructures</p> <p>Un document sur la gouvernance participative semble avoir été élaboré dans le cadre du PARSET/PREBAT (non visible)</p>	<p>Les standards de construction ne sont pas connus</p> <p>Les guides ne sont pas nécessairement adaptés aux besoins (public cible : entreprises ? Directeur?)</p> <p>Pas d'harmonisation des documents : pas de documents consensuels (18 documents)</p>	
Coordination	<p>Existence d'un cluster Education et d'un cluster WASH au niveau national et provincial et 2 groupes de discussion des PTF.</p> <p>Des protocoles d'accord existent entre par exemple le MENPC et le MSP. La coordination des différents Ministères/Directions impliquées dans l'EAH-MS est balbutiante</p> <p>Naissance de l'Alliance Nationale pour les Ecoles Saines (mai 2018)</p>	<p>Les clusters n'abordent pas (ni l'un, ni l'autre) le WASH à l'école en tant que thématique à part entière</p> <p>Les rôles et responsabilités des acteurs (au moins 3 Ministères et 6 ou 7 directions) ne sont pas clairs - Chevauchement des attributions</p> <p>Absence de coordination (ou très faible) en Province entre les planificateurs / les inspecteurs / les autorités administratives sur la question de l'EAH - MS</p>	
Planification	<p>Les planificateurs des départements et des provinces recueillent les besoins, la Division Infrastructure et Carte scolaire travaillent à la planification – difficile.</p>	<p>Des projets de construction d'écoles ne suivent pas forcément une logique d'intervention ou une planification nationale</p>	

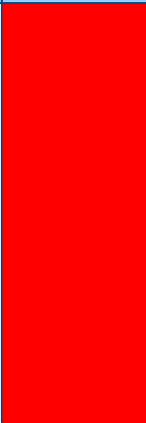


Facteur déterminant	Les plus	Les moins	Couleur
		<p>Peu de partenaires techniques et financiers interviennent dans l'EAH en milieu scolaire. Lorsqu'ils interviennent, les actions se concentrent sur des constructions (volet institution des programmes AEP par exemple)</p> <p>Eparpillement des interventions des PTF en fonction de leur zone d'intervention prioritaire. Ces zones d'intervention ne sont pas nécessairement celles identifiées par le MENPC.</p>	
Budget et financement	Des lignes budgétaires prévues dans les documents d'orientation politique (PIET, etc.)	<p>Peu de PTF interviennent dans l'EAH-MS. Lorsqu'ils interviennent, le focus est mis sur le « Hard »</p> <p>Les directions au niveau national n'ont pas de budget pour réaliser les activités de même à l'échelle décentralisée</p> <p>Les autorités locales n'ont pas de budget de l'Etat, pas de fiscalité locale permettant d'appuyer les écoles</p> <p>Dans les écoles, les frais de scolarité / cotisations sont insuffisants, l'achat d'intrants EAH (OMO, balai, savon, garnitures, etc.) est peu visible dans les projets d'école</p> <p>Peu ou pas d'Activités Génératrices de Revenu dans les écoles et peu de recours aux PAFIs</p>	
Plaidoyer	<p>Les journées mondiales sont célébrées pour le lavage des mains par exemple,</p> <p>La DFE dispose de créneaux horaires sur la Radio Nationale et tente d'en avoir sur la TV Nationale</p> <p>L'Alliance Nationale pour les Ecoles Saines a été créée dans le but de porter d'une seule voix le plaidoyer de l'ensemble des acteurs</p>	<p>L'Alliance ne dispose pas encore d'un document stratégique lui permettant de faire un plaidoyer efficace</p> <p>Pas de Communicateurs spécialisés dans les provinces, les radios communautaires ne sont pas utilisées, et les messages EAH ne sont pas suffisamment diffusés sur la radio nationale</p> <p>Les messages véhiculés par la DFE ne concernent pas spécifiquement l'EAH ou la GHM dans les écoles</p> <p>Le pouvoir de dissémination de l'information des centres de santé n'est pas utilisé</p>	



Facteur déterminant	Les plus	Les moins	Couleur
	<p>⇒ Situation à nuancer, les différents éléments se mettent en place progressivement depuis la création de l'Alliance Nationale</p> <p>⇒ La plus grande menace : Le découragement ou la non-appropriation politique forte par le ministère et ses directions</p>	<p>S'appuyer sur la stratégie en cours d'élaboration et disposer d'un leadership fort qui se fait entendre pour rallier les financements</p>	

C.2.2. Offre de services

Facteur déterminant	Les plus	Les moins	Couleur
<p>Accès aux infra-structures et équipements</p>	<p>Lorsque les écoles ont un point d'eau ce dernier est fonctionnel dans 84% des écoles visitées</p> <p>Les dispositifs de lavage des mains sont simples (Sarkane ou seau avec robinet) il est difficile qu'ils ne soient pas fonctionnels</p>	<p>Des taux extrêmement bas de couverture en latrine ou points d'eau. D'après l'annuaire statistique (2015-2016) 79% des écoles ne disposent pas de toilettes adéquates, 82% des enfants pratiquent la DAL, 64% n'ont pas accès à de l'eau de boisson dans l'école</p> <p>Absence totale de réflexions autour des PAFI</p> <p>Absence de matériel de nettoyage dans 64% de notre échantillon</p> <p>Absence de savon lorsque le dispositif de lavage de main existe (il existe dans moins de 45% des écoles visitées)</p> <p>L'intimité (assurée dans 44% des écoles avec latrines) et la propreté (assurée dans 45% des écoles avec latrines fonctionnelles) ne garantissent pas l'utilisation des équipements par les enfants</p>	
<p>Accès et appropriation de l'information</p>	<p>Présence de Centre de Formation Continu et d'ENI dans les départements. Près de 50% des enseignants déclarent être formés/sensibilisés à l'EAH dans la formation initiale. Les animateurs (y compris animateurs CFC) et les inspecteurs sont le plus à même d'appuyer les enseignants et les directeurs</p>	<p>Absence de formation initiale sur l'EAH à l'ENI. Les thématiques EAH et GHM ne sont pas abordées dans les mini-stages ou les journées pédagogiques organisés par les départements (recyclage CFC)</p> <p>Absence de matériel didactique sur ces thématiques</p> <p>La compréhension des bonnes pratiques est relativement bonne mais leur application reste incertaine (inadéquation des réponses)</p>	



Facteur déterminant	Les plus	Les moins	Couleur
	<p>Les routines de nettoyage de la cour et des salles se font mais sans matériel dans bien des écoles</p> <p>Les enfants ont enregistré certains messages mais la pratique ne suit pas</p>		
Équité	<p>Quelques programmes commencent à s'intéresser à la GHM, ou à la vulnérabilité (latrines accessibles aux handicapés) les filles déclarent que l'école est un bon lieu d'apprentissage selon elle,</p> <p>La séparation genrée des latrines se fait dans 57% des écoles qui ont été récemment appuyées par les projets contre 10% en général</p> <p>Des AME étaient présentes dans 2/3 des écoles visitées</p>	<p>Très faible taux d'enseignants femmes dans l'école du fait de la tradition (les femmes sont en ville)</p> <p>Les AME ne sont pas très intégrées aux APE (seulement pour appuyer lors des cotisations) et se sentent relativement démunies pour parler de la GHM</p> <p>La GHM reste un véritable tabou. Les personnes formées ont du mal à en parler et l'école n'est pas un lieu d'apprentissage</p> <p>Les infrastructures et équipements ne sont pas adaptés à la gestion des menstrues (espace, poubelles, eau, savons, stock de garnitures). Seules 22% des filles en âge de menstruer déclarent se changer à l'école</p>	
	<p>⇒ En mettant en place un environnement institutionnel fort, l'offre de service, notamment sur le hard, ne devrait pas être problématique. S'appuyer tant que faire se peut sur les savoir-faire et matériaux locaux</p> <p>⇒ La plus grande menace : la qualité de l'accompagnement vers le changement et le maintien des bonnes pratiques dans l'école</p> <p>S'assurer d'un consensus autour des documents (guides, boîte à images, procédure de contrôle de travaux, de recrutement des acteurs de mise en œuvre, etc.) décidés à la suite de la stratégie, veiller à leur validation politique, leur diffusion et leur application.</p>		



C.2.3. Demande

Facteur déterminant	Les plus	Les moins	Couleur
Implication de la communauté scolaire	<p>46% des écoles visitées déclarent disposer d'un projet d'école élaboré en début d'année de manière participative.</p> <p>Implication modérée des APE/AME dans l'EAH-MS, mais lorsqu'elles sont sollicitées, elles tentent de répondre aux demandes du directeur.</p> <p>68% des APE se sont d'ores et déjà mobilisées pour acheter des dispositifs de lavage des mains</p>	<p>Peu de supervision du projet d'école par les inspecteurs, planificateurs ou autorités locales</p> <p>Peu de club d'hygiène (12% des écoles visitées). L'entretien de l'école se fait par les élèves sans supervision. Pas de personnel spécifique</p> <p>Construction des ouvrages: les parents participent surtout pour fournir de la main d'œuvre (rétribuée)</p>	
Utilisation des ouvrages et équipements	<p>Les postes d'eau de boisson, lorsqu'ils existent sont propres et couverts</p> <p>Les enfants estiment que les directeurs énoncent des règles d'utilisation des points d'eau et des dispositifs de lavage des mains</p> <p>Les ouvrages s'ils existent semblent être utilisés bien que la DAL persiste et que peu de vidange ont dû être réalisées. Tous les résultats sur le lavage des mains se basent sur du déclaratif</p>	<p>Absence de connaissance sur les PAFI, la présence de savon au point de lavage des mains n'est pas généralisée – doute sur la bonne utilisation des ouvrages</p> <p>L'application des règles d'entretien dans les écoles (latrines, points d'eau) n'est pas généralisée</p>	
Normes sociales	<p>Dans la grande majorité des cas, les écoles ont accepté de parler de la GHM</p>	<p>Le poids des traditions et des cultures pèse très fortement sur l'école : peu de femmes en milieu rural, peu de filles dans l'école après les menstrues,</p> <p>La DAL persiste même dans les écoles avec infrastructures car c'est une habitude</p> <p>L'intimité des latrines (portes qui ferment) n'est pas comprise et importante.</p> <p>Sans une étude formative anthropologique, il est compliqué d'aller plus en avant dans l'identification des blocages ou la recherche des causes.</p>	



Facteur déterminant	Les plus	Les moins	Couleur
	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Le projet d'école est le document clef à promouvoir. Il doit être cohérent, assorti d'un budget et de financement et d'une structure garante pour sa mise en œuvre (club d'hygiène, comité de gestion, APE, autres) ⇒ La plus grande menace : l'absence de financement pour permettre aux écoles de faire face aux frais EAH ainsi que l'absence de changement dans les pratiques (DAL, lavage des mains au savon/cendre) 	<p style="text-align: center;">Sans prise de conscience collective de l'intérêt d'un environnement EAH sain dans l'école (même avec de petites mesures) le secteur ne sera pas en mesure d'affirmer contribuer à l'atteinte des ODD, tel que fixé par le Gouvernement !</p>	

C.2.4. Qualité de service

Facteur déterminant	Les plus	Les moins	Couleur
Identification des besoins	<p>Les inspecteurs et les planificateurs réalisent théoriquement l'identification des besoins en infrastructures, formation ou matériel didactique</p> <p>Lien avec la présence des Centres de Formations Continu en province</p> <p>La DAPRO dispose des ressources humaines et des logiciels pour traiter les informations</p>	<p>Absence d'analyse des informations et de mise en place de plan d'action permettant de répondre (infra notamment) – Cartographie de l'existant</p> <p>La chaîne de remontée des informations n'est pas fluide</p> <p>Pas de suivi des dysfonctionnements/pannes/vidanges, etc.</p> <p>Ce sont les APE qui subviennent au besoin des écoles en manuel, selon leurs moyens</p>	
Qualité des activités d'accompagnement vers le changement	<p>Quelques ONG commencent à travailler à l'ingénierie sociale sur l'EAH-MS</p>	<p>Pas de stratégie d'intervention harmonisée axée sur un accompagnement long terme</p> <p>Pas d'identification des ONG locales pouvant réaliser ce travail et absence de renforcement de capacité garantissant une vraie motivation à faire le travail</p> <p>Les séances collectives de lavage des mains par exemple ne sont quasiment pas visibles dans les écoles</p> <p>Absence de guide ou de boîte à images permettant l'apprentissage des bonnes pratiques – Absence totale de l'apprentissage par le jeu</p>	



Facteur déterminant	Les plus	Les moins	Couleur
Qualité des travaux	<p>Les acteurs sont conscients qu'il est nécessaire de construire des ouvrages qui perdurent dans le temps</p> <p>Pour le moment les latrines construites ne sont pas remplies</p>	<p>Capacité (et sérieux) des entreprises non vérifiés. Beaucoup d'acteurs pensent que le travail réalisé est, dans la plupart des cas, peu sérieux</p> <p>Inexistence de module de suivi de chantier simple à destination de la communauté scolaire</p> <p>Absence de procédure de suivi de chantier (sauf Ministère de l'Hydraulique) aux phases clefs</p> <p>Peu de protection des points d'eau, pas de standards nationaux pour la prise en compte des filles et des handicapés</p>	Red
Disponibilité des compétences et pièces de rechange	<p>Aucun des 23 directeurs ayant connu des pannes à leur point d'eau ne se s'est plaint. Dans 74% des cas, le directeur affirme avoir contacté un artisan réparateur – présence et connaissance des artisans réparateurs</p> <p>Aucun des directeurs ayant fait appel à un artisan réparateur estime que les pièces de rechange ne sont pas disponibles</p>	<p>En atelier, tous les participants se sont accordés à dire que la présence des artisans réparateurs n'est pas suffisante et que les magasins de pièce de rechange sont quasiment inexistantes</p> <p>Pas de standard de rapidité de réparation. En général, si résolue, la panne ne dure pas plus de 8 jours</p> <p>Pas de suivi des pannes et des interventions par le niveau provincial puis national</p>	Yellow
Renforcement de capacité	<p>Nombre important d'animateurs pédagogiques dans les IPEP, le thème EAH semble avoir été abordé (37% des directeurs)</p> <p>Existence des CFC</p> <p>Existence d'une équipe de formateurs de formateurs (DFE) capable de démultiplier les formations</p> <p>La DFE a formé plus de 900 enseignants en 2017 et va en former plus de 1 000 en 2018/2019 sur 3 thématiques (dont gouvernance participative de l'école)</p>	<p>Pas de prise en compte de l'EAH dans les formations des formateurs</p> <p>Absence totale de prise en compte de l'EAH dans les ENI. La situation sanitaire de ces établissements est également catastrophique. Les enseignants ne peuvent donc pas intégrer les bonnes pratiques</p>	Red



Facteur déterminant	Les plus	Les moins	Couleur
	<p>⇒ La qualité des travaux est un point « facile » à traiter. Mais la qualité des interventions doit démarrer dès l'identification des besoins qui n'est pas réellement connue, ou tout du moins communiquée et utilisée au niveau national dans le cadre de la planification d'activités</p> <p>⇒ La plus grande menace : Absence de mise à jour des besoins et de communication vis-à-vis de ces besoins. Un renforcement de capacité lacunaire ou non efficace</p>	<p>La mise en œuvre de la stratégie doit permettre d'améliorer la connaissance des besoins mais aussi de mettre en place des « guides d'intervention et/ou de suivi » permettant de s'assurer de la qualité de l'accompagnement des acteurs de mise en œuvre. Chacun, à son niveau sera responsable et redevable des résultats sur le terrain (absentéisme scolaire du aux maladies, scolarisation des filles, etc.)</p>	

C.2.5. Durabilité

Facteur déterminant	Les plus	Les moins	Couleur
<p>Suivi et encadrement rapproché</p>	<p>Existence de personnel décentralisé au niveau des départements qui ont un rôle d'encadrement (inspecteurs/planificateurs)</p> <p>Existence d'une chaîne de remontée de l'information (bien que dysfonctionnelle et peu efficace)</p> <p>Existence d'une base de données au niveau national + personnel qualifié</p>	<p>Absence d'outils de reporting incluant l'EAH-MS</p> <p>L'annuaire statistique n'est pas systématiquement mis en œuvre chaque année et ne contient que quelques données EAH.</p> <p>Extrême lourdeur de la collecte d'information pour la constitution de l'annuaire statistique : les directeurs remplissent seuls 5 formulaires – temps total nécessaire 10 à 12 mois</p> <p>Le SIGE ne s'aligne pas sur les données collectées par le JMP pour suivre l'atteinte des ODD</p> <p>Pas de suivi du nombre d'interventions et du volume financier injecté dans les actions EAH-MS (gouvernement + PTF)</p>	
<p>Soutien Ad-hoc</p>	<p>Les chefs de canton déclarent pour certains organiser annuellement des réunions avec les directeurs d'établissement en début d'année scolaire, ou participer à la définition des frais de scolarité – idem dans les communes</p>	<p>Les écoles sont livrées à elles-mêmes dans la plupart des cas en ce qui concerne l'EAH-MS</p> <p>Dans les réunions annuelles de rentrée, la question de l'EAH n'est pas abordée</p>	



Facteur déterminant	Les plus	Les moins	Couleur
		L'implication (autre que financière) de l'APE n'est pas spécialement visible	
Appropriation	Des règles d'utilisation des ouvrages semblent être décidées dans certaines écoles mais aucune ne sont visibles Peu de jeux à proximité des ouvrages (déclaration des enfants)	Très faible continuité dans le renouvellement annuel des projets d'école Peu de mécanismes de financement des intrants et des petits matériels (hors matériel scolaire tel que les craies, etc.) dans le projet d'école, ou via les autorités administratives, etc. La mise en place d'AGR dans les écoles n'est pas développée alors que cela pourrait aider les écoles Très faible sentiment de fierté (et pour cause) – Pas d'évidence sur une fréquentation supérieure de l'école du fait de la présence d'infrastructures	
Partenariats école / villages / autorités locales / Centres de santé	Les écoles s'inscrivent dans un territoire composé d'autres acteurs. Pas de conflit déclaré sur l'utilisation des ouvrages par la communauté, des règles orales sont établies et à priori respectées (déclaratif des directeurs)	Aucun mécanisme de redevabilité (incluant le financement et activités EAH) n'est mis en place ni de l'école vers les parents, ni de l'école aux autorités (et vice-versa) Les centres de santé (pivots sanitaires) ne sont pas utilisés comme vecteurs de messages sur l'EAH-MS ou la GHM	
	<p>⇒ La stratégie est une véritable opportunité de se pencher sur la durabilité. La durabilité doit être abordée dès le début des interventions et doit être le souci de tous</p> <p>⇒ La plus grande menace : Actuellement la situation existante est en elle-même une menace. Aucun élément n'est solidement en place pour assurer la durabilité des actions entreprises et le changement.</p> <p>Le suivi, la remontée d'informations pour documenter la prise de décisions stratégiques et opérationnelles est essentiel, tous comme la prise de conscience de tous de l'impact à long terme de la mise en place des bonnes pratiques d'hygiène et la mise en place d'un environnement EAH favorable pour les filles</p>		



C.2.6. Bilan du classement réalisé

a) Bilan chiffré

Le tableau ci-dessous présente le bilan de la hiérarchisation après le travail de provinces et du niveau national.

Building Blocks	Criticité	Nombre de facteur concernés
Cadre et environnement favorable		4
		2
		0
Offre de services		2
		1
		0
Demande		0
		3
		0
Qualité de service		3
		2
		0
Durabilité		1
		3
		0

Au total sur 21 facteurs déterminants, 48% sont rouges et 52% orange. Aucun des facteurs n'est au vert montrant la faiblesse extrême de la situation actuelle.

Les chapitres ci-dessous synthétisent les facteurs de blocage à traiter de manière prioritaire, c'est-à-dire les facteurs de blocage existants, ou potentiels ayant obtenu la couleur rouge, à savoir :

Building Bocks	Facteurs concernés
Environnement Favorable	Coordination Planification Financements
Offre de services	Accès aux infrastructures et équipements Equité
Demande	-
Qualité de service	Qualité des activités d'accompagnement au changement Qualité des travaux Renforcement de capacité
Durabilité	Suivi et encadrement

Bien que l'analyse détaillée (entretiens, enquêtes) ait été réalisée dans 3 provinces, les facteurs de blocage identifiés comme prioritaires ont une portée nationale. En effet, ces derniers témoignent d'insuffisance en outils et processus pour l'amélioration de l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement dans les écoles au Tchad. Or ce sont ces processus qui, s'ils sont pertinents, en place et utilisés par les différents protagonistes de l'EAH-MS, permettront d'atteindre les objectifs que l'Alliance pour les Ecoles Saines et ses partenaires se fixeront dans une feuille de route spécifique, à l'issue de l'élaboration de la stratégie nationale EAH-MS.



b) Environnement favorable

Coordination : Jusqu'en 2018 et le lancement de l'Alliance Nationale pour les écoles saines, le secteur de l'EAH-MS souffrait d'une très faible coordination et était traité par les trois ministères en charge (MENPC, MEEP et MSP), à la marge de leurs interventions et selon leur propre vision des priorités.

La création de l'alliance en Mai 2018 est un très grand pas vers une meilleure coordination des visions et des interventions. Cependant, l'Alliance n'est qu'à ses débuts, et certains aspects, notamment le partage des responsabilités, continuent à ne pas faire l'unanimité entre les différentes institutions ce qui, pour l'instant, limite son impact en termes de coordination. Par ailleurs, l'Alliance est pilotée par la DANSS qui est une division jeune du MENPC (2017) qui doit encore trouver sa place au sein du ministère et ses modalités de partenariat avec le MEEP et le MSP.

Planification : Jusqu'à Août 2018, l'EAH-MS n'était cité que dans quelques documents de planification du secteur de l'éducation par le biais de ses infrastructures (points d'eau et latrines), comme la SIPEA, le PIAT et la PNANSS. La création de l'Alliance et ses Termes de Référence pour l'année 2018 poussent à structurer le secteur de l'EAH-MS. Cependant, cette thématique se retrouve au Tchad, comme dans de nombreux pays, à cheval entre deux programmes sectoriels que sont l'Education et l'Eau & l'Assainissement.

Le processus de formulation de la stratégie nationale en 2018, et la formulation des plans d'actions communs (dernier trimestre 2018) pause les bases pour une vraie planification concertée des besoins et des interventions. Cependant, cette planification des activités ne doit pas rester à l'échelle nationale et stratégique (document d'intention, de stratégie, etc.) mais doit être répercutée sur le volet opérationnel en veillant à la distinction entre les rôles et responsabilités de chacun sur le terrain (personnel scolaire, IPEP, IDEN, planificateurs, conseillers pédagogiques/animateurs, formateurs, ENI, etc.)

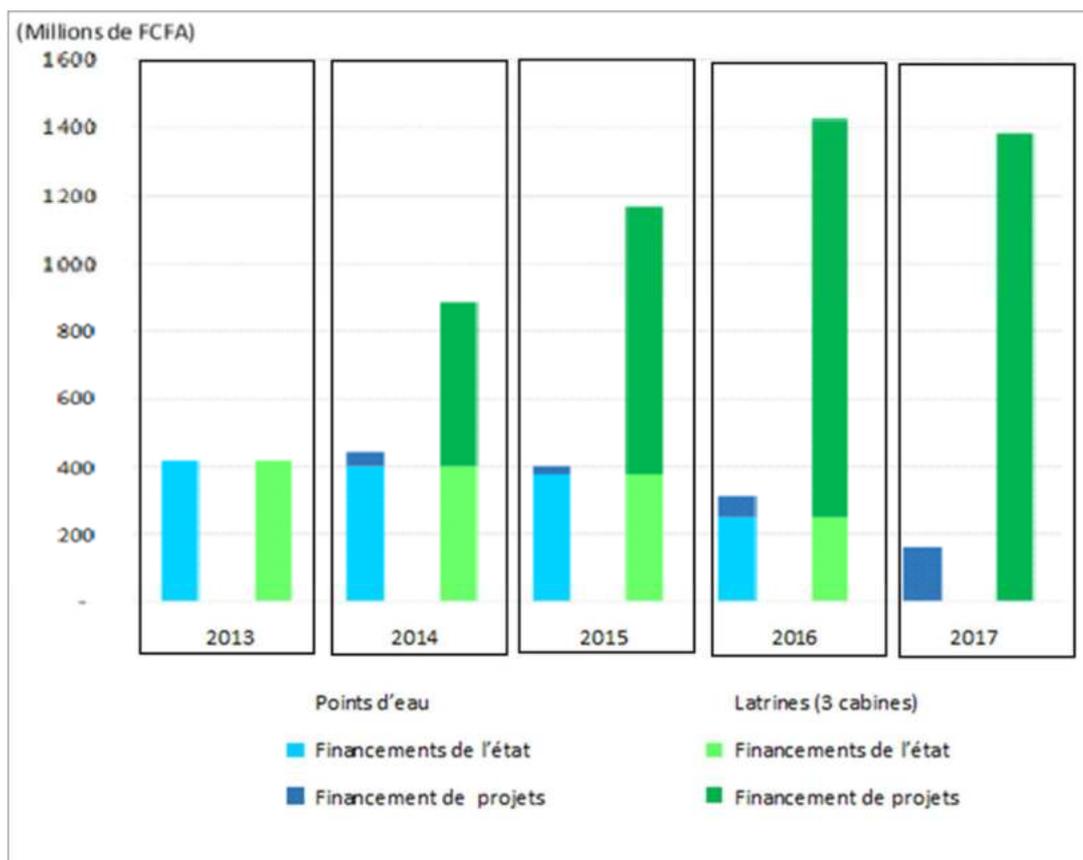
Financements : Selon le compte rendu de l'Atelier de préparation du Document de programme et de la Requête de financement du Projet de renforcement de l'éducation et de l'alphabétisation au Tchad (PREAT), entre 2013 et 2017, au total 1 761 cabines de latrines et 167 points d'eau ont été construits dans les écoles du Tchad. Cela représente en moyenne 1,4 milliards de CFA (soit 2,1 millions d'€). L'analyse réalisée ci-dessous montre que les montants investis pour la construction de points d'eau sont bien moindres que ceux investis pour la construction de latrines¹² sans pour autant que la cause en soit connue¹³. Il est également intéressant de constater une diminution des budgets mobilisés par l'Etat Tchadien pour les deux types d'infrastructures atteignant 0 CFA pour l'année 2017. Les budgets mobilisés dans le cadre de projets ont augmenté sur la période, avec un total de 0 en 2013 à 216 millions au total en 2017. Le graphique ci-dessous reprend ces chiffres :

¹² Un maximum 155 Millions de cfa par an pour les points d'eau contre un minimum de 400 Millions de cfa par an pour les latrines.

¹³ Pour rappel les besoins connus à ce jour (annuaire statistique 2015-2016) sont conséquents : 79% des écoles ne disposent pas de toilettes adéquates, et 64% des enfants n'ont pas accès à de l'eau de boisson dans l'école. Les raisons ne sont pas exprimées dans le document.



Figure 5 : Présentation des investissements réalisés dans l'Eau et l'assainissement entre 2013 et 2017¹⁴



L'analyse est possible ici sur le volet Infrastructure. Il est impossible d'en faire de même pour la partie accompagnement au changement. Les entretiens réalisés dans les 3 provinces nous laissent à penser que ces dépenses sont faibles voire inexistantes tant il n'existait pas, jusqu'à aujourd'hui, une prise de conscience collective de l'importance à coupler les 2 volets. De manière générale, les frais de formation et de sensibilisation EAH ne sont, à notre connaissance, pas pris en compte dans les budgets¹⁵ présentés lors de la formulation de la requête.

Au niveau national, les besoins de financement au Tchad sont effectivement conséquents, mais la communauté internationale ne pourra pas résoudre seule l'ensemble des besoins :

- *Les besoins ponctuels* : Un appui de la communauté internationale peut se poursuivre car nous parlons ici d'activités qui ont un début et une fin (ex : construction de point d'eau, latrines, formations recyclage, etc.)
- *Les besoins structurels / institutionnels, de long terme* : Un appui de la communauté internationale est possible en assistance technique / appui-conseil, cependant pour ce type de besoin il est inenvisageable, sur le long terme de faire financer les dépenses de fonctionnement à d'autres institutions que le gouvernement Tchadien lui-même. Nous parlons ici des activités de coordination, de planification, de suivi opérationnel de l'impact des interventions, etc. Ces activités doivent être organisées et financées par l'Etat afin qu'elles perdurent dans le temps.

¹⁴ Source : Compte rendu de l'Atelier de préparation du Document de programme et de la Requête de financement du Projet de renforcement de l'éducation et de l'alphabétisation au Tchad (PREAT) - Novembre 2018

¹⁵ Budget issu du Compte rendu de l'Atelier de préparation du Document de programme et de la Requête de financement du Projet de renforcement de l'éducation et de l'alphabétisation au Tchad (PREAT) - Novembre 2018



L'achat de petit matériel et d'intrants, lorsqu'il n'est pas assuré par le projet d'une ONG, revient à la communauté scolaire, notamment à l'APE ou au directeur grâce aux cotisations scolaires et, dans de rares cas, grâce à des activités génératrices de revenu. Or, le niveau de pauvreté au Tchad, notamment en milieu rural, limite la capacité des écoles à mobiliser des fonds suffisants pour couvrir les dépenses courantes et les collectivités locales rencontrées semblent avoir très peu de moyen pour soutenir les directeurs d'école de leur territoire.

Peu de solutions semblent avoir été testées localement afin d'aider les écoles à faire face aux petits besoins quotidiens (produits d'entretien, etc.). Il n'existe pas de recette miracle mais aujourd'hui cette identification des bonnes pratiques et la capitalisation sur les prérequis de leur mise en œuvre fait cruellement défaut pour pouvoir alimenter le volet « Financement de la stratégie ».

Les projets d'écoles sont des outils efficaces à mobiliser mais très peu d'attention est portée à leur formulation (remplissage mécanique) et les recherches de financement pour y parvenir - au-delà du versement des frais de scolarité par les parents - restent le plus souvent au stade d'intentions.

c) Offre de services

Accès aux infrastructures et équipements : L'accès aux infrastructures et équipements est actuellement faible puisque suite à une analyse des données de l'annuaire statistique (2015-2016) 79% des écoles ne disposent pas de toilettes adéquates, 82% des enfants pratiquent la DAL, 64% n'ont pas accès à de l'eau de boisson dans l'école. Cependant, ce facteur de blocage résulte des difficultés / points de blocage énoncés dans le building blocks précédent. En effet, si les déterminants tels que la coordination, la planification (y compris l'identification des besoins) ainsi que la mobilisation des financements au niveau national et local étaient en place, il est fort probable que les taux d'accès aux infrastructures et équipements s'amélioreraient rapidement.

Équité : Dans le cadre de cette consultation, l'équité a essentiellement été regardée sous l'angle du genre. La question des personnes en situation de handicap et des populations vulnérables (nomade, milieu rural très reculés) a été touchée du doigt mais peu de données ont pu être mobilisées.

- **Genre** : La place de la femme dans les écoles reste un véritable défi bien que des programmes spécifiques d'appui à la scolarisation des filles soient actuellement à l'œuvre. L'absence de personnel féminin dans l'école (enseignantes-femmes, mères d'élèves, tutrices, etc.) ainsi que leur manque de formation pour répondre aux demandes des filles et pour briser progressivement les tabous qui entourent la puberté des filles restent des freins majeurs sur lesquels il est important de travailler durablement via l'intermédiaire des communautés toutes entières. Par ailleurs, les infrastructures et équipements ne sont pas adaptés à la gestion des menstrues (espace, poubelles, eau, savons, stock de garnitures), ce qui pose de véritables problèmes quant à la scolarisation des filles.
- **Personnes en situation de handicaps** : Ces situations n'ont pas été rencontrées dans le cadre de l'étude. Cependant, au regard des documents nationaux consultés et des entretiens réalisés, cette question reste hors du périmètre de réflexion sur l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement. L'absence de normes et de standards reste un frein pour la prise en compte d'une éducation inclusive.
- **Populations vulnérables (sur l'accès à l'eau et à l'assainissement)** : Les défis dans les écoles « sédentaires » au Tchad est un grand défi. Ce dernier est encore plus grand en ce qui concerne les populations nomades ou les écoles situées dans des milieux



très reculés (peu accessibles). L'existence d'une direction des peuples nomades ainsi que la consultation des Provinces en 2018 sur ce thème est un atout non négligeable à saisir. Les récentes réflexions sur les PAFI, dans le cadre de la formulation de la stratégie nationale, pourraient permettre d'améliorer l'accès à une eau potable et à des équipements sanitaires adéquat par ces populations, moyennant un plan d'action fort et une communication massive.

d) Qualité de service

Qualité des activités d'accompagnement au changement : Actuellement, le gouvernement et ses partenaires n'ont pas défini de stratégie et de boîtes à outils à mobiliser dans le cadre de l'EAH-MS. Il s'agit d'un prérequis essentiel à la qualité des activités d'accompagnement au changement qui reste encore un terme relativement peu connu dans l'EAH-MS au Tchad. La durée de l'accompagnement est également une part importante de la qualité.

Il existe peu d'ONG (nationales ou internationales) compétentes dans ce domaine. Ce secteur d'activité n'est pas très développé au Tchad. Le gouvernement ne peut pas s'appuyer sur les compétences d'ONG spécialisées et aucun processus de renforcement de capacité (long et suivi) n'est pour l'instant organisé pour amener les ONG/structures à se spécialiser dans l'accompagnement vers le changement des pratiques dans les écoles.

Qualité des travaux : Il en va de même pour la qualité des travaux. Aujourd'hui, bien que le MEEP dispose de procédures et d'outils spécifiques permettant le contrôle de travaux sur l'infrastructure Eau, ces derniers ne sont pas utilisés lors des constructions (eau et assainissement) en milieu scolaire. Aujourd'hui, la qualité des travaux entrepris dans les écoles ne sont pas garantis. L'UNICEF Mali et l'UNICEF RDC ont travaillé sur ces sujets, en mettant en place des briefings communs des bureaux de contrôle et des entreprises réalisant les travaux, mise en place de réception provisoire et définitives des ouvrages avec les bénéficiaires, etc.

La définition de normes et de standards unifiés à l'échelle nationale pour l'EAH-MS sera aussi l'un des moyens permettant de garantir la qualité des travaux.

Renforcement de capacité : Enfin, le Tchad commence tout juste à s'investir massivement dans le changement de comportement. Le MENPC a capitalisé sur le processus d'élaboration de la stratégie EAH-MS pour mettre en place 5 groupes de réflexion sur des thématiques par exemple : 1) Normes et Standards, 2) Outils/Approches de la Promotion de l'Hygiène 3) Curriculum et la Formation 4) la Gestion de l'Hygiène Menstruelle et 5) Le lien Ecole-Communautés. Ces groupes ont permis que les membres de l'Alliance Nationale et aussi des personnes des MEEP, MSP, MENPC et des ONG élaborent une stratégie de formation à court, moyen et long-terme ainsi qu'un ensemble d'outils de changement de comportement pour le démarrage de la stratégie. Ces outils ont été pré testés par des enseignants et des élèves. Cependant, les défis financiers sont très grands pour le secteur de l'éducation. Il est important d'investir de l'énergie et des financements dans des activités ayant une portée forte. Les enseignants sortant des ENI, appelés à enseigner dans les milieux reculés ne sont pour le moment pas sensibilisés et formés pour trouver des solutions (même de petites actions) pour l'amélioration des conditions sanitaires dans les écoles. Or cela est une action peu coûteuse.

De même il est essentiel d'assurer un renforcement de capacité des leaders des communautés et des autorités politico-administratives et traditionnelles au même titre que le renforcement de capacité du corps enseignants afin d'en faire des canaux de communication puissants pour enclencher le changement et maintenir les bons comportements.



e) Durabilité

Suivi et Encadrement : Un système de suivi évaluation permet de piloter la stratégie, de prendre le recul nécessaire pour évaluer les actions et recadrer les stratégies et moyens d'intervention.

Actuellement il n'existe pas d'outils et de processus de reporting défini pour suivre l'EAH-MS au Tchad. Cette situation ne permet pas de faire l'état des besoins en infrastructures et de mesurer les progrès réalisés concernant le changement de comportement, et le maintien ou non des bonnes pratiques.

Il est important que tous les acteurs intervenant dans l'EAH-MS inscrivent leur programme/projet dans le système M&E mis en place par le MENPC (notamment la DAPRO) permettant à l'Alliance Nationale de faire des revues et analyses pour la priorisation des interventions. Cela permettra une vision globale des interventions, qui n'existe pas actuellement (y compris nombre d'interventions et volume financier injecté).

D. Pistes de réflexion, plan d'action

Les recommandations proposées dans ce chapitre sont organisées suivant les 5 grandes catégories du Wash-Bat, à savoir : l'environnement favorable, l'offre de service, la demande, la qualité de service et la durabilité. Elles reprendront nécessairement les 4 thèmes clefs abordés avec les participants en atelier et dont les recommandations ont été présentées dans le rapport d'ateliers.

D.1.1. Recommandations pour l'amélioration de l'environnement favorable

Les trois aspects clefs pour la réussite de programme EAH sont :

- l'appropriation politique des stratégies et orientations développées,
- la planification argumentée afin de donner à l'ensemble des acteurs un programme de travail à respecter et évaluer le travail accompli,
- La coordination de l'ensemble des acteurs qui passe tout d'abord par une bonne connaissance (en pratique) de qui fait quoi,

L'environnement favorable se met progressivement en place mais les recommandations suivantes peuvent être émises :

- 1. Engagement du MENPC** : Validation politique de la stratégie et d'outils standardisés ; engagement politique par la signature d'un pacte de responsabilité et de suivi des activités.
- 2. Planification** : Elaboration de cibles à atteindre tant sur le volet construction d'infrastructures/équipements que sur le volet d'accompagnement vers le changement à partir d'un diagnostic complet initial ; organisation du travail de routine des acteurs impliqués dans la mise en œuvre/suivi des activités EAH-MS.



- 3. Budgets et financements (au niveau national) :** Faire entrer l'EAH-MS dans les groupes de discussions des Partenaires Techniques et Financier ; Faire converger les financements vers une structure « mutualisante » afin de maximiser la coordination et l'efficacité de l'investissement ; contraindre le gouvernement à augmenter les flux financiers vers l'EAH en milieu scolaire, sécuriser et utiliser des lignes budgétaires dédiées¹⁶ et à les reventiler pour le fonctionnement des structures d'encadrement au niveau local ; identifier les gaps de financements et organiser des tables rondes annuelles pour faire connaître ces besoins , attirer et sécuriser des financeurs.

D.1.2. Recommandations pour l'amélioration de l'offre de service

L'offre de service est actuellement peu lisible car peu d'activités sont mises en œuvre sur la thématique EAH en milieu scolaire. Cependant, le renforcement de l'environnement favorable doit permettre de faire émerger et de structurer l'offre de service, tant sur le volet construction d'infrastructures/équipements que sur le volet d'accompagnement vers le changement. La qualité des prestations est abordée au chapitre D.1.4

- 1. Accès aux infrastructures :** S'assurer que toutes les écoles construites ou réhabilitées dans le cadre de programme ou initiative (bailleurs, gouvernement, donateurs) sont en conformité avec la stratégie nationale. Une approche pas à pas est adoptée dans la stratégie nationale avec un paquet minimum de services pour une école au début des activités, une école qui s'améliore progressivement jusqu'à une école qui atteint les normes et standards (qui doivent impérativement être développés). Au début des activités, les paquets minimums de services s'appuient sur des PAFIs qui priorisent une solution eau (que l'école dispose ou pas d'une infrastructure en eau), de latrines séparées ATPE (fait par la communauté et l'école), un dispositif de lavage des mains avec du savon et l'établissement des routines. Il est donc crucial d'impliquer au maximum la communauté scolaire et les communautés en général dans l'apport en matériaux locaux.
- 2. Accès à l'information :** Introduire l'EAH dans les cursus des enseignants ENI/ENS afin que les prochaines générations d'enseignants soient formées sur l'EAH-MS; mettre en place une stratégie de recyclage des enseignants/directeurs en s'appuyant sur les dispositifs en place (CFC, animateurs pédagogiques) ; sensibiliser et impliquer les COGES dans la compréhension et la mise en place de bonnes pratiques, qui pourraient être encouragées par des compétitions écoles propres ; redéfinir/définir le public cible des messages, le contenu et les canaux de diffusion : le message doit être transmis aux parents, aux leaders communautaires, aux vendeuses, etc. ; l'information doit essentiellement passer par des messages visuels pour pouvoir toucher le plus de personnes possibles (y compris langue vernaculaire).
- 3. Équité :** Les questions relatives à l'accès aux infrastructures pour les personnes en situation de handicap, les nomades ou les filles en âge de menstrues doivent être adressées dans le cadre des réflexions portant sur l'harmonisation des normes et standards ; les tabous doivent progressivement se lever afin d'aider au maintien des filles à l'école et à leur scolarisation tout au long de l'année, même en période de

¹⁶ SWA sector Ministers' Meeting



menstrues ; parallèlement à cela et pour appuyer ce travail sur les tabous, un dispositif de personnes ressources à l'école doit être mis en place pour que les filles (et les garçons s'ils le souhaitent) soient en mesure de poser des questions sur la puberté et la GHM.

D.1.3. Recommandations pour l'amélioration de la demande

La demande en infrastructures est présente dans la quasi-totalité des écoles du Tchad (cf. situation EHA), cependant elle n'est pas forcément remontée correctement de la base vers le niveau national afin de guider la planification des activités. La demande en termes d'implication vers le changement est quant à elle moins perceptible. Les recommandations sur cette thématique sont les suivantes :

- 1. Au démarrage des interventions :** Sensibiliser la communauté afin que le changement de comportement, de pratiques dans les écoles soit vécu comme une nécessité. Une étude anthropologique approfondie des leviers positifs pour la mise en place du lavage des mains au savon et l'abandon de la DAL doit-être réalisée. Comme expliqué plus haut, l'approche pas à pas de la stratégie donne les orientations sur les interventions nécessaires pour une école au début des activités. La mise en place de l'approche Assainissement Total Piloté par l'Ecole permettra de favoriser un arrêt de la pratique de la DAL et de favoriser la demande pour des sanitaires améliorés pour les enfants. Il en est de même de la routine du lavage des mains au savon. Une fois cette demande suscitée, les conséquences d'une action en faveur d'un changement de comportement / pratique doit être expliqué aux COGES, APE, directeurs, autorités locales afin que tous soient conscients des coûts, organisations et responsabilités que cela entraîne. Tout comme pour le Gouvernement dans la catégorie « Environnement favorable », il pourrait être envisagé la signature d'un protocole d'accord tripartite entre l'école, les autorités et les parents d'élèves.
- 2. Tous les jours :** L'entretien des infrastructures est aujourd'hui vécu comme une corvée (et pour cause), les enfants ne sont pas responsabilisés et ne sont donc pas en demande pour évoluer dans un environnement sain. Cette demande ne peut-être suscitée que par un accompagnement quotidien vers le changement (et le maintien des bonnes pratiques) ainsi il convient de former les enseignants à mettre en place des routines de lavage des mains, des consignes d'utilisation des ouvrages (y compris sanction si nécessaire) et à veiller aux respects de ces consignes. Cet effort des enseignants peut être appuyé par la mise en place d'un club d'hygiène dont les rôles et responsabilités sont clairement définis et encadrés et par une supervision du COGES et/ou de l'APE.
- 3. Comment traiter la totalité de la demande :** les besoins en appui sont conséquents, mais toutes les provinces et surtout toutes les écoles du pays ne pourront pas recevoir un appui fort et/ou immédiat en termes d'infrastructures. Il est donc impératif de former les personnels en charge de guider les écoles vers de meilleures pratiques (inspecteurs, planificateurs,) à une graduation des attentes (système des drapeaux ou des étoiles utilisés dans d'autres pays). Cela passe également par l'adoption et la vulgarisation des PAFI.



Le MEEP a lancé officiellement en Novembre 2018 une feuille de route pour un Tchad sans défécation à l'air libre. Pour la première phase de la Feuille de route, 8 provinces prioritaires ont été identifiées. L'Approche par canton est adoptée suggérant un lien fort entre la mise en œuvre de l'ATPC (villages du canton) et de l'ATPE (écoles du canton) garantissant un effet boule de neige pour un arrêt de la pratique de la défécation à l'air libre. Les leçons tirées des approches par canton ou district montrent que lorsque la demande pour l'utilisation des sanitaires et le lavage des mains au savon est impulsée simultanément dans la communauté, les écoles et autres lieux publics cela favorise plus rapidement l'établissement des normes sociales. Toutefois, ces normes sociales doivent être progressivement maintenues. La stratégie fait le lien avec la feuille de route. Il est donc recommandé que cette mise en œuvre ne soit pas déphasée car c'est une opportunité pour une véritable synergie entre les trois Ministères MENPC, MEEP et MSP.

D.1.4. Recommandations pour l'amélioration de la qualité de service

Pour le moment peu d'interventions ont lieu sur l'EAH en milieu scolaire au Tchad. Il s'agit d'une véritable opportunité. En effet, cela donne au MENPC et à ses partenaires le temps de capitaliser sur les différents programmes EAH-MS en Afrique, d'en tirer les leçons et d'élaborer des modalités de mise en œuvre de la stratégie et les outils afférents permettant de poser, dès maintenant les bases d'un service de qualité.

- 1. Ne pas faire l'impasse sur la qualité d'intervention des entreprises de construction** : il est souvent recherché un coût d'intervention peu élevé afin de pouvoir augmenter la couverture, l'amplitude des actions. Il est important de prendre en compte la fiabilité et la capacité à travailler des entreprises. L'exemple du programme Dubai-Care au Mali est intéressant. Lorsque les normes et standards seront développés, les entreprises, les planificateurs, ceux qui assurent le suivi de la qualité des interventions devront donc être orientés /formés à ces normes/standards.
- 2. La qualité des travaux ne peut passer que par la mise en place de standards de construction et d'une procédure forte de contrôle de travaux.** Il serait intéressant de regarder les différentes approches mises en œuvre dans les autres pays travaillant sur l'EAH-MS, mais au regard des compétences des planificateurs (tous ceux rencontrés lors de l'étude sont d'anciens enseignants), il pourrait être judicieux que le suivi de travaux soit externalisé à une entreprise spécialisée et que cette dernière rende des comptes (rapport de suivi, réception provisoire, levé des réserves, réception définitive, etc.) au COGES, aux autorités locales et aux planificateurs. Ainsi, au Mali, des standards techniques de qualité ont été adoptés au niveau national, dans le cadre des programmes UNICEF, les travaux sont contrôlés par des bureaux de contrôles, et les entreprises de construction et les bureaux de contrôles sont formés avant le lancement de la construction aux bonnes pratiques ainsi qu'à la compréhension précise des plans types. Les réceptions provisoires et définitives en présence des entreprises, des bureaux de contrôles, des autorités locales et des services techniques sont obligatoires. Une autre approche serait de s'appuyer sur la compétence technique du MEEP tant au niveau national que décentralisé. Toutefois le MEEP a seulement des chefs de secteurs hydrauliques dans les provinces. Le MEEP qui participe déjà au groupe de travail de l'élaboration des normes et standards techniques peut donc aider au renforcement des capacités des cadres déconcentrés du MENPC ou des entreprises pour améliorer la qualité du suivi des travaux.



- 3. La qualité des interventions « soft » d'accompagnement vers le changement** : la partie « soft » a été grandement négligée dans les quelques rares interventions pour améliorer l'EAH en milieu scolaire. Or sans guide harmonisé d'intervention, sans sélection d'un groupe compétent d'ONG ou d'acteurs spécialisés dans la communication, la sensibilisation, sans suivi de la qualité des sessions mises en place dans les écoles par ces personnes, et sans un temps long (continu puis appui perlé par exemple) d'accompagnement de l'école vers le changement, il est évident que le Tchad ne sera pas en mesure d'atteindre les objectifs fixés dans la stratégie nationale EAH-MS. Il faut donc mettre en place un guide harmonisé d'intervention, qui pourrait être élaboré en collaboration entre le MENPC, le MSP, le MEEP et des ONG ayant de l'expérience en la matière au Tchad et peut-être dans d'autres pays. Le MENPC peut s'appuyer sur les compétences en promotion de la santé du MSP qui fait partie de l'Alliance nationale, a participé à la validation des outils/guides de changement de comportement. L'expertise du MSP peut être utilisée pour l'enseignement de la GHM, comme formateurs des enseignants à l'utilisation de ses outils au côté de la DANSS. L'UNICEF Mali avait élaboré un guide d'intervention pour l'EAH-MS il y a quelques années, qui pourrait servir de base à adapter au contexte tchadien.
- 4. Disponibilité des compétences et pièces de rechange pour l'entretien et la maintenance** : La qualité de service passe aussi par la mise en place d'une procédure de remontée d'information sur les dysfonctionnements constatés (points d'eau, latrines) et sur la qualité de la réponse apportée. Si une école qui dispose d'un point d'eau doit attendre plusieurs mois avant que la panne soit techniquement prise en charge ou si son point d'eau tombe régulièrement (plusieurs fois par an) en panne, elle finira par se décourager et retournera probablement à des pratiques peu sûres. Le MENPC doit travailler de concert avec le MEEP afin d'identifier les artisans-réparateurs et les artisans vidangeurs dans les cantons et mettre en place une procédure d'information des directeurs puis de suivi des pannes/réponses apportées. Cette thématique doit être travaillée en étroite collaboration avec le MEEP afin de ne pas avoir de chevauchements de responsabilités, notamment sur la remontée des informations et le suivi.
- 5. Le renforcement de capacité** : il est abordé au point 2 du chapitre D.1.2. Il s'agit de la clef de voute de la stratégie, il doit se faire sur tous les acteurs qui interviendront dans la mise en œuvre et le suivi de la stratégie. Cette dernière a un axe stratégique sur la formation et le renforcement de capacités qui donnent les grandes orientations à court, moyen et long-terme. Cette stratégie doit être mise en œuvre et suivie par la DFE, la DANSS et d'autres directions clés du MENPC.

D.1.5. Recommandations pour travailler sur la durabilité des interventions proposées

La durabilité est en soit une conséquence de la mise en place des 4 thématiques précédentes car elle est conditionnée par un environnement favorable et par une offre de service de qualité permettant de répondre à la demande qui est exprimée localement. Les recommandations suivantes peuvent-être formulées :



- 1. Sensibiliser les autorités locales/communauté** : l'école s'inscrit sur un territoire. Les autorités locales bien que ne disposant pas/peu de moyens financiers doivent comprendre l'importance de bonnes pratiques EAH dans les écoles et doivent appuyer leur développement dans les écoles sous leur supervision. Des autorités locales formées et conscientisées sur le bienfondé de travailler sur l'EAH en milieu scolaire peuvent être les premiers communicants auprès des directeurs d'école lors des rencontres de préparation de la rentrée ou de la clôture des cours. Les autorités locales peuvent également, comme énoncé précédemment, mettre en place de pactes, des engagements, des règlements intérieurs, des chartes de bonnes pratiques avec les écoles et évaluer en fin d'année les objectifs réalisés. Si le rôle évident des autorités locales consiste en un rôle de supervision/contrôle, l'autorité locale peut-aussi (et devrait) appuyer les écoles par des budgets de fonctionnement. Une étude approfondie sur le lien entre finances locales et mécanismes financiers vers les écoles devrait permettre de mettre en lumière les canaux à mobiliser pour un transfert financier des collectivités locales vers l'école (même si ce dernier reste timide).

- 2. Mettre en place un suivi rapproché des écoles** : La mise en place des changements de comportements dans les écoles repose sur une stratégie relativement « agressive et généralement peu étendue dans le temps ». Cependant, il est important que ces actions/interventions soient suivies régulièrement via des visites de terrain et des évaluations (et / ou auto-évaluation encadrée) de la situation sanitaire et du maintien des bonnes pratiques dans le temps au fur et à mesure des nouveaux arrivants (enfants/enseignants/parents). Sans suivi, et car l'école et les parents doivent affronter bien des défis, la vigilance à l'égard des pratiques se relâche, l'entretien des ouvrages se fait plus distant et la situation sanitaire de l'école se dégrade. L'existence d'un personnel mobile dans les districts est une vraie opportunité que doit saisir la stratégie, cependant il est important que les rôles des uns et des autres soient bien définis, compris et acceptés pour éviter certaines tensions. Ces personnels doivent être formés au suivi de la situation EAH dans les écoles et un protocole de remontée des informations doit être mis en place (y compris encouragement et rappel à l'ordre). Le suivi peut également être dynamisé par la mise en place, selon une fréquence à définir, de concours école-propre à l'échelle d'un canton où chaque inspecteur met en compétition les écoles sous sa supervision.

- 3. Travailler à l'autonomisation financière de l'école** : les écoles disposent de très peu de moyens financiers et d'une gestion financière parfois peu transparente ou à risque. Une analyse approfondie (socio-anthropologique) des pratiques (conception du projet d'école, budgétisation des projets d'école, financement des budgets d'école, opportunité de financement autres) dans quelques écoles cibles et sur un temps long, pourrait mettre en lumière de bonnes pratiques à capitaliser. Cela est par exemple le cas des COGES/écoles ayant mis en place des activités génératrices de revenus par exemple.

- 4. Capitaliser sur les bonnes pratiques des partenaires de mise en œuvre** : la stratégie nationale est jeune et a pour vocation d'évoluer (orientation et/ou modalités d'intervention). Ces évolutions doivent s'appuyer sur des faits. L'Alliance pour les



écoles saines pourrait assurer son rôle de leadership en organisant régulièrement des cadres de discussion, des ateliers d'échanges d'expérience sur des thématiques précises comme cela a pu se faire dans le cadre du programme Dubaï-Cares au Mali ou bien encore comme cela a pu être le cas en RDC avec le Consortium WASH. C'est lors de ces échanges que la capitalisation pourra se faire et que le MENPC pourra s'il le souhaite proposer des ajustements, un renforcement de certains aspects de la stratégie, de nouveaux outils, etc. Ainsi des rencontres trimestrielles pourraient être organisées en province et une grande rencontre nationale pourrait avoir lieu annuellement sur des thèmes particuliers. De plus, les clusters, le groupe des PTF, des partenaires locaux pour l'éducation offrent d'excellentes opportunités.



E. Annexes

Annexe 1. Bibliographie

Documents stratégiques nationaux :

MENPC, Stratégie nationale en faveur de l'accélération de l'éducation des filles - Draft-TCHAD, Juillet 2004 ;

Présidence de la République, Loi 16/PR/2006 portant orientation du système Educatif Tchadien, 2006 ;

Cellule de liaison et d'information des associations féminines (CELIAF), Etude sur le genre et les politiques nationales, 2007

Comité interministériel et pluridisciplinaire de haut niveau composé des cadres nationaux des Ministères en charge du secteur de l'Education, de la Fonction Publique, des Finances, du Plan et de l'Economie, de la Primature et de la Présidence de la République du Tchad, Stratégie intérimaire pour l'Education et l'alphabétisation - 2013-2015, 2012 ;

Ministère de la femme, de l'action sociale et de la solidarité Nationale - Organisation des premières dames d'Afrique contre le sida - Système des Nations-Unies, Feuille de route nationale de lutte contre le mariage des enfants et les Mutilations Génitales Féminines, 2016

MEA - Direction de l'assainissement, Arrêté 60/MEA/SG/DGHA/DA/2017 portant définition des différentes phases de mise en œuvre d'un projet Eau, Hygiène et assainissement intégré en milieu rural, 2017 ;

Présidence de la République - Primature, Lettre de politique du secteur de l'Education pour la période 2018-2021, 2017

MENPC, Plan Intérimaire de l'Education au Tchad (PIET) 2018- 2020, 2017 ;

MEEP, Direction générale de l'Hydraulique et de l'Assainissement -Direction de l'assainissement, Feuille de route du Tchad sans défécation à l'air libre d'ici 2030, 2018 ;

MENPC arrêté 422/PR/PM/MENPC/SEENPC/SG/DAPR/DANSS/2017 portant organisation et fonctionnement de la Direction de l'Alimentation, de l'alimentation, de la nutrition et de la santé scolaire (DANSS), novembre 2017

Politique Nationale de l'alimentation, de la nutrition et de la santé scolaire (PNANSS)

MENPC Draft Stratégie nationale EAH-Milieu Scolaire, Aout 2018

MENPC, arrêté 06/PR/MENPC/SEENPC/DG/DGAPR/DANSS/2018 portant création d'un comité technique de pilotage de l'alliance pour les Ecoles Saines, 2018

MENPC, TDR Alliance EAHMS, Avril 2018

MENPC / DAPRO, Annuaire statistique 2015-2016

Documents financement du secteur

Compte rendu de l'Atelier de préparation du Document de programme et de la Requête de financement de la République du Tchad à l'attention du secrétariat du Partenariat Mondial pour l'Éducation - Demande d'un financement supplémentaire, 2018 (fourni par la DAPRO)

MENPC - Partenariat mondiale pour l'éducation, Projet de renforcement de l'éducation et de l'alphabétisation au Tchad (PREAT) - Document de Projet pour une Requête de financement



de la République du Tchad à l'attention du secrétariat du Partenariat Mondial pour l'Éducation pour la mise en œuvre du programme sectoriel de l'éducation, Février 2018

Réseau des ONG Nationale intervenant dans le domaine de l'hygiène scolaire (REHA) - UNICEF, Etude exploratoire sur les flux financiers pour l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement en Milieu Scolaire dans les 3 régions du Mali (Sikasso, Koulikoro et Mopti), Janvier 2016

UNICEF, WASH in Schools (WinS) Costing Tool- User's Guide : *WinS costing tool (user's manual)* - Temple U 22.08.16

Documents présentant la situation EAHMS au Tchad

UNICEF, PowerPoint *J1_2 Contexte EAHMS et Strategie*_ 14.08.2018

UNICEF, Powerpoint *WASH in Schools - RCP* 12.04.2018 VF 12.04.2018

MENPC / UNICEF Powerpoint *WASH in Schools - Analyse de la Situation Etude de cas - Le manque d'accès aux toilettes dans les établissements scolaires du Tchad*, 2018

MENPC / UNICEF, *Le manque d'accès aux toilettes dans les établissements scolaires du Tchad*, 2017

Documents WASH-BAT

UNICEF - SIWI, *Wash Bottleneck analysis tool: Country implementation guide*

UNICEF, Powerpoint *WASH BAT Processus-Etape par Etape*_FR-2018

UNICEF_SIWI, Powerpoint *introduction WASHBAT process* _ VF _ 2018

Différents rapports WASH-BAT : Inde, Burundi, Ghana, Madagascar, Libéria, Sierra-Léone, Soudan, Vietnam, Zambie, etc.

Documents sur la Gestion de l'hygiène menstruelle

WaterAid, *Etude de l'Hygiène menstruelle : Contribution du programme Pays à l'étude régionale*, 2016

Evaluation Office/UNICEF, *Evaluation synthesis: Equity, sustainability and scalability in UNICEF WASH in schools programming - Evidence from the evaluation 2007 - 2015*, 2017

UNICEF West and Central Africa Regional Office / Education and WASH Sections, *Water Sanitation and Hygiene (WASH) & Menstrual Hygiene Management (MHM) in Schools: Working together to ensure healthier & safer schools for all children in West and Central Africa*, December 2016

UNICEF / Sections WASH et Éducation du Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, *L'hygiène menstruelle dans les écoles de deux pays francophones d'Afrique de l'Ouest : Burkina Faso et Niger - Etude de cas en 2013*,

The Netherlands Development Organization (SNV)/IRC International Water and Sanitation Centre, *Study on menstrual management in Uganda : Main report on the study results*,

UNICEF/WaterAid *Female-friendly public and community toilets: a guide for planners and decision makers*, 2018

Colin Sumpter*, Belen Torondel, *A Systematic Review of the Health and Social Effects of Menstrual Hygiene Management*, 2013

UNICEF, *Rationale & approach to MHM (brochure)* - UNICEF Aug2017



UNICEF, Supporting the Rights of Girls and Women through Menstrual Hygiene Management (MHM) in the East Asia and Pacific Region, 2016

Autres documentation consultées

Hydroconseil, Rapport de la mise en place d'un système de collecte et d'analyse et d'utilisation de données sanitaires pour l'évaluation du projet "Eau, Hygiène et Assainissement" dans les régions du Lac et du Hadjer Lamis, septembre 2018

MENPC, Restitution des enquêtes CAP réalisées dans 4 écoles de N'Djamena, 2018

UNICEF / EMORY, Wash in schools - Distance learning Course - Learning from the field, 2014

ATREVIRO / UNICEF, Rapport de l'enquête sur les conditions d'eau, d'hygiène et d'assainissement en milieu scolaire à N'Djamena, Evaluation des besoins, 2016

Ministère de la santé publique, Enquête nationale de nutrition : note de synthèse des résultats anthropométriques et de mortalité, 2018

MENPC / UNICEF, Étude sur les enfants non scolarisés au Tchad : Enfants et adolescents en dehors du système éducatif ou à risque de le devenir, 2016

MENPC/ DAPRO, Questionnaire de recensement scolaire 2016 - 2017 : Enseignement primaire,



Annexe 2. Liste des personnes rencontrées

Au niveau National

Prénom Nom	Institution	Poste	Contact
Fabienne Bertrand	UNICEF Tchad	<i>WASH specialist</i>	fbertrand@unicef.org
Pafing Bournebe	UNICEF Tchad	<i>Education Officer</i>	pbournebe@unicef.org
Taha Hamid Mamoud	DANSS	<i>Directeur</i>	tahamhd10@gmail.com
Saddikh Haggar	DAPRO	<i>Chef de Division des Statistiques, des Études et de la Planification;</i>	saddikh_haggar@yahoo.com
Souleymane Hamid	DAPRO	<i>Directeur</i>	souleymanhamid@yahoo.fr
Remadji Nangodjal	MENPC	<i>Inspecteur général</i>	remadijantangodjal@gmail.com
Bamaye Mamadou Boukar	FENAPET	<i>Président</i>	66 25 96 83
Mme Fatime Gattibe Tabo Jean-Pierre Keitar	DPEF	<i>Directrice Adjoint</i>	- 66303481
Dr Abakar Ali Kore	Centre National des Curricula	<i>Directeur général</i>	
Sama Yeko Rufine	Enfants du Monde	<i>Coordinatrice du ProQEB</i>	rufine.sama@edm.ch
Vianney Mautouchet	AFD	<i>Coordinateur du groupe des PTF Wash</i>	mautouchetv@afd.fr
Jean Mathieu Laroche	UNICEF	<i>Chief Education</i>	jmlaroche@unicef.org
M. Beramjoto Hassan Mahamat Oumar Antoine Nguetora	MSP	<i>Service Hygiène scolaire Chef de service adjoint Hygiène et Assainissement Chef de service Hygiène et Assainissement</i>	nanbera@gmail.com



Prénom Nom	Institution	Poste	Contact
Bakari Mahamat Allamine Nicolas Vaibra Jérémie Nguenambai	MENPC Direction de l'enseignement primaire	Directeur de l'enseignement primaire Directeur adjoint de l'enseignement primaire Chef de service éducation civique et statistiques	nicolasvaibra@gmail.com
Kiwilu Tossi Kadidja	MENPC Direction de la formation des enseignants	Directeur de la formation des enseignants Chef de service de la formation à distance Chef de service de la formation continue Chef de service développement du bilinguisme	66 20 57 71
Mouctar Mourma Habass	ENI N'Djamena	Responsable des stages	66 29 61 59

Au niveau Provincial

Prénom Nom	Institution	Poste	Contact
-	Canton de Balimba	Chef de Canton	
	Commune de Bongor	Maire	
DJONTANGAR SUHADJIDE	Commune de Danamadji	Maire	62718475
NODJIADOUMN GAR NARE	Canton de Moussafoyo	Chef de Canton	66763109/98354046
MBODOU ADOUMAYE	Commune de Ngouri	Maire Intérimaire	99810213/66810213
AHMAT ABAKAR ABDOULAYE	Ville de Bol	Maire	66463394/99168585
TARALTA MARTINE	IPEP Balimba	Inspecteur Balimba	66431272



Prénom Nom	Institution	Poste	Contact
ADAM ALI MBODOU	IPEP Bol Urbain	<i>Inspecteur Bol Urbain</i>	66426986/99790643
ADAM BOLTOU	IPEP Bol rural	<i>Inspecteur Bol rural</i>	66789918/99216577
ONTE ELIAS BAGNAMA	IPEP Bongor urbain	<i>Inspecteur Bongor urbain</i>	66351462/95471722
NGARODJIM MONGAR	IPEP Danamadji	<i>Inspecteur Danamadji</i>	66375505/95155130
NODJINDIMAN MBA NESTOR	IPEP Moussafoyo	<i>Inspecteur Moussafoyo</i>	66733692 / 90858295
DJIMTAN DEWA DANINGA	IPEP Ngouri rural	<i>Inspecteur Ngouri rural</i>	66125341/95819956
MAHAMAT SALEH ALHADJI	IPEP Ngouri urbain	<i>Inspecteur Ngouri urbain</i>	66710280/99570281
DJIMADOUMBAY E YOHOGRA	IPEP Balimba	<i>Planificateur</i>	66769960/90758881
MAHAMAT AUGUST	IPEP Bol rural	<i>Planificateur</i>	66601247/99170042
NGARKOTA NGARHODJIRAN	IPEP Bol Urbain	<i>Planificateur</i>	66493631/99677789
SEKEMA TASSOU	IPEP Bongor urbain	<i>Planificateur</i>	66633932/95494011
OUSMAN LOKINDO	IPEP Danamadji	<i>Planificateur</i>	66087820
MADJITANGUE NANIBAYE	IPEP Moussafoyo	<i>Planificateur</i>	62739901/63610907
BRAHIM ADAM ABDRAHAMANE	IPEP Ngouri rural	<i>Planificateur</i>	99168062/66727032
TCHOROMA ROGER	IPEP Ngouri urbain	<i>Planificateur</i>	66401871/99126638



Annexe 3. Liste des écoles ciblées dans l'échantillon et programme théorique de visite

Jour	Sous-préfecture	Ecoles de l'échantillon	Caractéristiques	Ecoles de remplacement
20/10/2018		Route Ndjamenas- Sarh		
21/10/2018		Route Ndjamenas-Balimba		
22/10/2018	Balimba	BEMOULI	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Pas de latrines, Point d'eau.	BOURBO
22/10/2018	Balimba	MAIBESSE	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Point d'eau. Programme PROQEB.	MAIMOU
22/10/2018	Balimba	MANH	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Point d'eau. Programme PROQEB.	MATTA
22/10/2018	Balimba	PILOTE DE BALIMBA A	Milieu Semi urbain, Ecole publique, APE, COGES, Latrines, Point d'eau.	PILOTE DE BALIMBA B
22/10/2018	Balimba	SAFOYO	Milieu Rural, Ecole publique, APE, COGES, Pas de latrines, Point d'eau. Programme PROQEB.	MANGARA
22/10/2018	Balimba	CEG Balimba	Milieu rural, public	
23/10/2018	Danamadji	DANAMADJI CENTRE A	Milieu Semi urbain, Ecole publique, APE, Latrines, Point d'eau.	DANAMADJI II
23/10/2018	Danamadji	KALGOUA	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Latrines, Point d'eau. Programme PROQEB.	KOTONGORO
23/10/2018	Danamadji	MAIKISSA	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Point d'eau. Programme PROQEB.	CHRETIENNE CATHOLIQUE DE MOYO
23/10/2018	Danamadji	NDAKONON	Milieu Rural, Ecole publique, APE, COGES, Pas de latrines, Point d'eau. Programme PROQEB.	MIARELE
23/10/2018	Danamadji	SAINT PAUL	Milieu Semi urbain, Ecole privée catholique, APE, Pas de latrines, Point d'eau.	BANGOUL II
23/10/2018	Danamadji	CEG Danamandji	Milieu urbain, public	



Jour	Sous-préfecture	Ecoles de l'échantillon	Caractéristiques	Ecoles de remplacement
24/10/2018	Moussafoyo	BEGUIDE	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Pas de latrines, Point d'eau.	BENDOUMAN II
24/10/2018	Moussafoyo	BESSA II	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Point d'eau.	CANAN DJIMALDE
24/10/2018	Moussafoyo	MOUSSAFOYO CANTON	Milieu Semi urbain, Ecole publique, APE, Latrines, Point d'eau.	MAIMANAN
24/10/2018	Moussafoyo	MOUSSAFOYO NOMADE	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Point d'eau.	MUTUMBIM
24/10/2018	Moussafoyo	SAMINGUE	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Latrines, Point d'eau.	KAINODJO
25/10/2018		Route Sarh - Bongor		
26/10/2018	Bongor	ALI IBN TALIB	Milieu Urbain, Ecole publique, APE, Latrines, Point d'eau.	BERENA
26/10/2018	Bongor	DARKAWAYE	Milieu Semi urbain, Ecole communautaire, APE, COGES, Pas de latrines, Pas de point d'eau.	RAOUNA
26/10/2018	Bongor	FRANCO-ANGLAIS DU MILLENAIRE	Milieu Urbain, Ecole privée laïque, APE, Latrines, Pas de point d'eau.	ST JEAN-PAUL II COMMUNAUTAIRE DE MANG
26/10/2018	Bongor	BAGARAYE	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Pas de point d'eau.	MIOGOYE HAOUNAÏNA
26/10/2018	Bongor	TELEME	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Latrines, Point d'eau.	
26/10/2018	Bongor	CEG moderne de Bongor	Milieu urbain, public, Latrines mixtes	
27/10/2018		Route Bongor - Ndjamena		
28/10/2018		Route Ndjamena-Bol		
29/10/2018	Bol	APPLICATION ENIB	Milieu Semi urbain, Ecole publique, APE, Latrines, Pas de point d'eau. Programme PAM.	KARAGA I
29/10/2018	Bol	KAYA	Milieu Urbain, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Pas de point d'eau. Programme PAM.	MARKAZ AL ISLAM



Jour	Sous-préfecture	Ecoles de l'échantillon	Caractéristiques	Ecoles de remplacement
29/10/2018	Bol	MATAFO	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Latrines, Point d'eau. Programme PAM.	ALDJOUZOUR DE KINASSEROM
29/10/2018	Bol	MBODOU MBAMI	Milieu Urbain, Ecole privée laïque, Pas de latrines, Point d'eau.	SAWA
29/10/2018	Bol	TOUMBRA	Milieu Semi urbain, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Pas de point d'eau.	TANDAL SABI
29/10/2018	Bol	CEG de Bol	Milieu urbain, public, Latrines mixtes	
30/10/2018	Bol	DJARNGANDOU	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Latrines, Pas de point d'eau. Programme PAM.	AL NOHA DE KANGALLAM
30/10/2018	Bol	KALALI DOLE	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Point d'eau.	MALTORI
30/10/2018	Bol	MAGUE	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Pas de latrines, Point d'eau.	MALIA
30/10/2018	Bol	MASSILALA -KIDRI	Milieu Rural, Ecole communautaire, Pas de latrines, Pas de point d'eau.	MARGOU-DJELI
30/10/2018	Bol	TAOU NORD	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Pas de latrines, Point d'eau.	NGARA
31/10/2018	Ngouri	ABOUHOUREIRA	Milieu Urbain, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Pas de point d'eau.	ASSOUROUR
31/10/2018	Ngouri	CENTRE	Milieu Urbain, Ecole publique, Latrines, Pas de point d'eau.	YIRI
31/10/2018	Ngouri	DEILA	Milieu Semi urbain, Ecole publique, APE, Latrines, Point d'eau.	TOMOSSI
31/10/2018	Ngouri	EVANGELIQUE DE NGOURI	Milieu Urbain, COGES, Latrines, Point d'eau.	BADRE ALKHOUDA
31/10/2018	Ngouri	LANDA 1 ARABE	Milieu Semi urbain, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Point d'eau. Programme PAM.	NGOURTOU 1 ARABE
01/11/2018	Ngouri	BAKALE	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Pas de latrines, Point d'eau.	KAMPARI
01/11/2018	Ngouri	DIBININTCHI	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Latrines, Point d'eau. Programme PAM.	ZINGUI



Jour	Sous-préfecture	Ecoles de l'échantillon	Caractéristiques	Ecoles de remplacement
01/11/2018	Ngouri	DJIGDADA	Milieu Rural, Ecole publique, APE, COGES, Latrines, Point d'eau. Programme PAM.	DRA ISSARI
01/11/2018	Ngouri	GALLA BIRA	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Latrines, Point d'eau. Programme PAM.	KOURILLE
01/11/2018	Ngouri	KANYARI	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Point d'eau.	KALIMBA
01/11/2018	Ngouri	CEG de Ngouri	Milieu urbain, public, pas de latrines	
02/11/2018	Ngouri	KIWA	Milieu Rural, Ecole publique, Latrines, Point d'eau.	RON RON
02/11/2018	Ngouri	LOULOU KAMEROM	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Point d'eau.	BARI DELIRI
02/11/2018	Ngouri	NOUR IBN BECHIR	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Pas de point d'eau.	ROMBOU
02/11/2018	Ngouri	NOURAL ISLAM	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Pas de point d'eau.	WALEROM
02/11/2018	Ngouri	OUNA	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Pas de latrines, Point d'eau.	NGARA
03/11/2018		Route Ngouri-Ndjamena		



Annexe 4. Présentation des écoles visitées et programme de visite

20/10/2018	Sous-préfecture	Ecoles de l'échantillon	Caractéristiques
20/10/2018		Route Ndjamena- Sarh	
21/10/2018		Route Ndjamena- Balimba	
22/10/2018	Balimba	BEMOULI	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Pas de latrines, Point d'eau.
22/10/2018	Balimba	MAIBESSE	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Point d'eau. Programme PROQEB.
22/10/2018	Balimba	MANH	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Point d'eau. Programme PROQEB.
22/10/2018	Balimba	PILOTE DE BALIMBA A	Milieu Semi urbain, Ecole publique, APE, COGES, Latrines, Point d'eau.
22/10/2018	Balimba	SAFOYO	Milieu Rural, Ecole publique, APE, COGES, Pas de latrines, Point d'eau. Programme PROQEB.
22/10/2018	Balimba	CEG Balimba	Milieu rural, public
23/10/2018	Danamadji	DANAMADJI CENTRE A	Milieu Semi urbain, Ecole publique, APE, Latrines, Point d'eau.
23/10/2018	Danamadji	KALGOUA	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Latrines, Point d'eau. Programme PROQEB.
23/10/2018	Danamadji	MAIKISSA	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Point d'eau. Programme PROQEB.
23/10/2018	Danamadji	NDAKONON	Milieu Rural, Ecole publique, APE, COGES, Pas de latrines, Point d'eau. Programme PROQEB.
23/10/2018	Danamadji	SAINT PAUL	Milieu Semi urbain, Ecole privée catholique, APE, Pas de latrines, Point d'eau.
23/10/2018	Danamadji	CEG Danamandji	Milieu urbain, Public
24/10/2018	Moussafoyo	BEGUIDE	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Pas de latrines, Point d'eau.



20/10/2018	Sous-préfecture	Ecoles de l'échantillon	Caractéristiques
24/10/2018	Moussafoyo	BESSA II	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Point d'eau.
24/10/2018	Moussafoyo	MOUSSAFOYO CANTON	Milieu Semi urbain, Ecole publique, APE, Latrines, Point d'eau.
24/10/2018	Moussafoyo	MOUSSAFOYO NOMADE/ KANA DJIMALDE	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Point d'eau.
24/10/2018	Moussafoyo	SAMINGUE	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Latrines, Point d'eau.
25/10/2018		Route Sarh - Bongor	
26/10/2018	Bongor	ALI IBN TALIB	Milieu Urbain, Ecole publique, APE, Latrines, Point d'eau.
26/10/2018	Bongor	DARKAWAYE	Milieu Semi urbain, Ecole communautaire, APE, COGES, Pas de latrines, Pas de point d'eau.
26/10/2018	Bongor	FRANCO-ANGLAIS MILLENAIRE DU	Milieu Urbain, Ecole privée laïque, APE, Latrines, Pas de point d'eau.
26/10/2018	Bongor	BAGARAYE	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Pas de point d'eau.
26/10/2018	Bongor	TELEME/ MIOGOYE	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Latrines, Point d'eau.
26/10/2018	Bongor	CEG moderne de Bongor	Milieu urbain/public/Latrines mixtes
27/10/2018		Route Bongor - Ndjamena	
28/10/2018		Route Ndjamena-Bol	
29/10/2018	Bol	APPLICATION ENIB	Milieu Semi urbain, Ecole publique, APE, Latrines, Pas de point d'eau. Programme PAM.
29/10/2018	Bol	KAYA	Milieu Urbain, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Pas de point d'eau. Programme PAM.



20/10/2018	Sous-préfecture	Ecoles de l'échantillon	Caractéristiques
29/10/2018	Bol	MATAFO	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Latrines, Point d'eau. Programme PAM.
29/10/2018	Bol	MBODOU MBAMI	Milieu Urbain, Ecole privée laïque, Pas de latrines, Point d'eau.
29/10/2018	Bol	TANDAL SABI	Milieu Semi urbain, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Pas de point d'eau.
29/10/2018	Bol	CEG de Bol (urbain/public/Latrines mixtes)	
30/10/2018	Bol	DJARNGANDOU	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Latrines, Pas de point d'eau. Programme PAM.
30/10/2018	Bol	KALALI DOLE	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Point d'eau.
30/10/2018	Bol	TOUI	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Pas de latrines, Point d'eau.
30/10/2018	Bol	TAOU KRIOU	Milieu Rural, Ecole communautaire, Pas de latrines, Pas de point d'eau.
30/10/2018	Bol	TAOU NORD	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Pas de latrines, Point d'eau.
31/10/2018	Ngouri	ABOUHOUREIRA	Milieu Urbain, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Pas de point d'eau.
31/10/2018	Ngouri	CENTRE	Milieu Urbain, Ecole publique, Latrines, Pas de point d'eau.
31/10/2018	Ngouri	DEILA	Milieu Semi urbain, Ecole publique, APE, Latrines, Point d'eau.
31/10/2018	Ngouri	EVANGELIQUE DE NGOURI	Milieu Urbain, COGES, Latrines, Point d'eau.
31/10/2018	Ngouri	LANDA 1 ARABE	Milieu Semi urbain, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Point d'eau. Programme PAM.
01/11/2018	Ngouri	BAKALE	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Pas de latrines, Point d'eau.
01/11/2018	Ngouri	DIBININTCHI	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Latrines, Point d'eau. Programme PAM.
01/11/2018	Ngouri	DJIGDADA	Milieu Rural, Ecole publique, APE, COGES, Latrines, Point d'eau. Programme PAM.



20/10/2018	Sous-préfecture	Ecoles de l'échantillon	Caractéristiques
01/11/2018	Ngouri	GALLA BIRA	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Latrines, Point d'eau. Programme PAM.
01/11/2018	Ngouri	DRA ISSARI	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Point d'eau.
01/11/2018	Ngouri	CEG de Ngouri (urbain/public/pas de latrines)	
02/11/2018	Ngouri	ROROM	Milieu Rural, Ecole publique, Latrines, Point d'eau.
02/11/2018	Ngouri	BARI DELERI	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Point d'eau.
02/11/2018	Ngouri	NOUR IBN BECHIR	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Pas de point d'eau.
02/11/2018	Ngouri	LAMEROM	Milieu Rural, Ecole communautaire, APE, Pas de latrines, Pas de point d'eau.
02/11/2018	Ngouri	OUNA	Milieu Rural, Ecole publique, APE, Pas de latrines, Point d'eau.
03/11/2018		Route Ngouri-Ndjamena	



Annexe 5. Tableau de correspondance Wash-Bat

Axes de la stratégie	Building blocks et facteurs déterminants associés
AXE 1. Accès	Cadre ou environnement favorable : Normes et standards ; Planification ; Offres de services : Accès aux infrastructures et équipements ; Equité ; Demande : Implication de la communauté scolaire ; Utilisation des ouvrages et équipements ; Normes sociales ; Qualité de service : Qualité des travaux ; Disponibilité des compétences et pièces de rechange pour l'entretien et la maintenance ; Durabilité : Appropriation.
AXE 2. Bonnes pratiques	Cadre ou environnement favorable : Plaidoyer ; Offres de services : Accès et appropriation de l'information ; Demande : Implication de la communauté scolaire ; Utilisation des ouvrages et équipements ; Normes sociales ; Qualité de service : Qualité des activités d'accompagnement vers le changement ; Durabilité : Appropriation ; Partenariat école-village/autorités locales, centre de santé.
AXE 3. GHM	Offres de services : Accès et appropriation de l'information ; Equité ; Demande : Normes sociales.
AXE 4. Normes et standards	Cadre ou environnement favorable : Normes et standards ; Qualité de service : Qualité des travaux.
AXE 5. Formation	Cadre ou environnement favorable : Politique, Stratégie ; Offres de services : Accès et appropriation de l'information ; Demande : Implication de la communauté scolaire ; Qualité de service : Qualité des activités d'accompagnement vers le changement ; Disponibilité des compétences et pièces de rechange pour l'entretien et la maintenance ; Renforcement de capacités.
AXE 6. Environnement favorable	Cadre ou environnement favorable : Politique, Stratégie ; Coordination ; Planification ; Budget et financement ; Plaidoyer ; Offres de services : Equité ; Demande : Implication de la communauté scolaire ; Durabilité : Appropriation ; Partenariat école-village/autorités locales, centre de santé.



Axes de la stratégie	Building blocks et facteurs déterminants associés
AXE 7. Fonctionnement et entretien	<p>Cadre ou environnement favorable : Budget et financement ;</p> <p>Offres de services : Accès aux infrastructures et équipements ; Accès et appropriation de l'information ;</p> <p>Demande : Implication de la communauté scolaire ;</p> <p>Qualité de service : Disponibilité des compétences et pièces de rechange pour l'entretien et la maintenance ;</p> <p>Durabilité : Appropriation ; Partenariat école-village/autorités locales, centre de santé.</p>
AXE 8. Suivi et évaluation	<p>Cadre ou environnement favorable : Politique, Stratégie ; Coordination ; Planification ;</p> <p>Qualité de service : Identification des besoins ;</p> <p>Durabilité : Suivi et encadrement rapprochés ; Soutien ad hoc apporté aux écoles ; Partenariat école-village/autorités locales, centre de santé.</p>

Catégorie	Facteur déterminant	#	Indicateurs	A.1. Accès	A.2. bonnes pratiques	A.3. GHM	A.4. Normes et standards	A.5. Formation	A.6. environnement favorable	A.7. Fonctionnement et entretien	A.8. Suivi et évaluation
Cadre ou environnement favorable	Politique, Stratégie	A1	Validation et adoption politique de la stratégie EAHMS						X		
		A2	Adoption de sa traduction en plan d'action						X		
		A3	Clarification des rôles entre ministères et directions sur l'ensemble des composantes et activités						X		
		A4	Décentralisation de la mise en œuvre						X		X
		A5	Intégration de l'EAH dans les curricula					X	X		
	A6	Mise à jour des standards techniques inclusifs					X				



Catégorie	Facteur déterminant	#	Indicateurs	A.1. Accès	A.2. bonnes pratiques	A.3. GHM	A.4. Normes et standards	A.5. Formation	A.6. environnement favorable	A.7. Fonctionnement et entretien	A.8. Suivi et évaluation	
	Normes et standards	A7	Consensus sur les normes et standards				X					
		A8	Diffusion et mise en application des normes et standards	X			X					
	Coordination	A9	Leadership de l'Alliance pour les écoles saines							X		
		A10	Alignement et coordination des interventions des partenaires nationaux et PTF							X		
		A11	Réunions régulières et ad hoc (planification, bilan...)							X		
		A12	Partage d'expériences et capitalisation							X		X
	Planification	A13	Existence d'un plan d'action avec des objectifs et budgets chiffrés							X		
		A14	Critères de ciblage et prise en compte de la masse critique et du lien école-village	X						X		X
		A15	Planification opérationnelle de la mise en œuvre							X		X
		A16	Réorientation des interventions en fonction de l'évolution des indicateurs							X		X
	Budget et financement	A17	Création de lignes budgétaires pour l'EAHMS à tous les niveaux (national, déconcentré, écoles)							X	X	
		A18	Plaidoyer pour la recherche de financements							X		
		A19	Engagement de la contrepartie nationale							X		
		A20	Engagement des PTF							X		
		A21	Mise en place de mécanismes de redevabilité et transparence							X		



Catégorie	Facteur déterminant	#	Indicateurs	A.1. Accès	A.2. bonnes pratiques	A.3. GHM	A.4. Normes et standards	A.5. Formation	A.6. environnement favorable	A.7. Fonctionnement et entretien	A.8. Suivi et évaluation	
	Plaidoyer	A22	Plaidoyer politique pour la prise en compte de l'EAHMS dans les priorités et stratégies nationales						X			
		A23	Communication de masse sur l'EAHMS à l'échelle du pays (y compris GHM)		X				X			
Offres de services	Accès aux infrastructures et équipements	B1	Construction ou réhabilitation des infrastructures selon les normes et standards	X								
		B2	Mise à disposition ou auto-approvisionnement des équipements d'hygiène (lave mains, dispositifs d'eau de boisson, petit matériel d'entretien, intrants)	X								
		B3	Fonctionnalité des infrastructures et équipements	X						X		
	Accès et appropriation de l'information	B4	Transmission des messages EAHMS aux écoles		X	X			X			
		B5	Compréhension des messages par la communauté scolaire (y compris vendeuses de nourriture)		X	X			X		X	
		B6	Mise en place et maintien des bonnes pratiques		X	X					X	
	Equité	B7	Présence de femmes à l'école			X				X		
		B8	Séparation genrée des latrines	X		X						
		B9	Accessibilité aux handicapés et vulnérables	X								
		B10	La GHM est abordée au sein de l'école et les bonnes pratiques expliquées aux filles			X						
		B11	Présence de latrines assez larges avec eau et savon disponibles pour faciliter la GHM			X						



Catégorie	Facteur déterminant	#	Indicateurs	A.1. Accès	A.2. bonnes pratiques	A.3. GHM	A.4. Normes et standards	A.5. Formation	A.6. environnement favorable	A.7. Fonctionnement et entretien	A.8. Suivi et évaluation
		B12	Information sur les garnitures et facilitation de la disponibilité (fabrication artisanale?)			X					
Demande	Implication de la communauté scolaire à toutes les phases (ciblage, intervention soft, hard, après l'intervention)	C1	Projet d'école cohérent et tenant compte de l'EAHMS							X	
		C2	Clubs d'hygiène connaissant ses rôles et dynamique		X					X	
		C3	Intérêt des APE et AME pour l'EAHMS					X	X		
		C4	Mise à disposition par les parents de matériaux locaux pour la construction des ouvrages	X					X		
	Utilisation des ouvrages et équipements	C5	Connaissance des bons et mauvais comportements sur l'utilisation des ouvrages et équipements		X						
		C6	Bonne utilisation des ouvrages et équipements		X						
		C7	Utilisation continue	X							
	Normes sociales	C8	Abandon de la DAL		X						
		C9	Consommation d'eau provenant d'un point aménagé/eau traitée	X	X						
		C10	Acceptation et compréhension de la thématique GHM			X					
Qualité de service	Identification des besoins	D1	Identification des besoins en infrastructure et équipement								X
		D2	Identification des besoins en sensibilisation et renforcement de capacités EAHMS								X



Catégorie	Facteur déterminant	#	Indicateurs	A.1. Accès	A.2. bonnes pratiques	A.3. GHM	A.4. Normes et standards	A.5. Formation	A.6. environnement favorable	A.7. Fonctionnement et entretien	A.8. Suivi et évaluation
	Qualité des activités d'accompagnement vers le changement	D3	Identification des besoins en matériel didactique								X
		D4	Renforcement de capacités des formateurs					X			
		D5	Mise à disposition de guides d'intervention et de sensibilisation et présence de matériel didactique		X			X			
		D6	Mise en place de routines d'hygiène par l'école		X						
	Qualité des travaux	D7	Capacités des entreprises		X			X			
		D8	Adaptation des standards aux contraintes techniques ou sociales et besoins des enfants même vulnérables					X			
		D9	Contrôle de travaux professionnel, en collaboration avec la communauté scolaire		X			X			
	Disponibilité des compétences et pièces de rechange pour l'entretien et la maintenance	D10	Formation de la communauté scolaire à l'entretien des infrastructures et équipements						X		X
		D11	Identification des artisans réparateurs formés		X						
		D12	Disponibilité des pièces de rechange		X						
		D13	Les infrastructures ne restent pas dysfonctionnelles au-delà du temps fixé par les standards		X						
	Renforcement de capacités	D14	Mise en place de l'équipe technique pour l'élaboration et la diffusion des programmes de formation EAHMS						X		
		D15	Intégration de l'EAHMS dans les cursus de formation initiale (ENI, EN)						X		



Catégorie	Facteur déterminant	#	Indicateurs	A.1. Accès	A.2. bonnes pratiques	A.3. GHM	A.4. Normes et standards	A.5. Formation	A.6. environnement favorable	A.7. Fonctionnement et entretien	A.8. Suivi et évaluation	
		D16	Organisation de formations de recyclage ou renforcement continu des capacités sur l'EAHMS					X				
Durabilité	Suivi et encadrement rapprochés	E1	Outils de suivi et reporting sur l'EAHMS (y compris impact des formations et maintien des bonnes pratiques d'utilisation et d'entretien des ouvrages)								X	
		E2	Mécanisme de collecte des données (qui?quoi?comment?)								X	
		E3	Chaine de remontée de l'information								X	
		E4	Consolidation de la base de données par le renforcement des données EAHMS et analyse des données collectées								X	
		E5	Intégration de l'EAHMS dans les visites de suivi pédagogique des inspecteurs								X	
	Soutien ad hoc apporté aux écoles	E6	Réponses apportées en cas de dysfonctionnement rapporté ou identifié (appui à la recherche de financements, appui technique...)									X
		E7	Mise à disposition du matériel didactique EAHMS manquant									X
	Appropriation	E8	Auto-approvisionnement avec des matériaux locaux	X								
		E9	Modalité de gestion et règles d'utilisation des installations (jeux, mauvaise utilisation)		X						X	
		E10	Renouvellement des projets d'écoles								X	
		E11	Mise en place de mécanismes pour le financement des intrants								X	
		E12	Sentiment de propriété/fierté de la communauté scolaire							X		



Catégorie	Facteur déterminant	#	Indicateurs	A.1. Accès	A.2. bonnes pratiques	A.3. GHM	A.4. Normes et standards	A.5. Formation	A.6. environnement favorable	A.7. Fonctionnement et entretien	A.8. Suivi et évaluation	
	Partenariat école-village/autorités locales, centre de santé	E13	Entente sur l'utilisation des infrastructures et contre-parties						X	X		
		E14	Engagement au respect des règles		X				X			
		E15	Redevabilité						X			
		E16	Appui local à la recherche de solution aux problèmes rencontrés									X
		E17	Organisation de rencontres directeur-autorités locales et traditionnelles							X		
		E18	Implication des centres de santé dans la diffusion des messages et le maintien des bonnes pratiques							X		



Annexe 6. Analyse des documents disponibles présentant la situation EAH-MS au Tchad

Compte tenu de la documentation disponible actuellement au Tchad, il est très difficile de dresser la situation EAH en milieu scolaire à l'échelle nationale. Les seules données disponibles au niveau national sont les données de l'annuaire statistique produit par le MENPC, dont la dernière édition remonte à 2015/2016 et qui ne comporte que peu d'informations sur l'accès à l'eau et à l'assainissement. Les autres données proviennent d'études de cas spécifiques, dont les informations individuelles tirées ci-dessous ne peuvent pas être extrapolées à l'ensemble du pays, mais dont l'ensemble peut tout de même aider à avoir une vision de la situation à l'échelle nationale.

Figure 6 : Synthèse des données disponibles

Accès à l'eau : quantité et qualité	
Annuaire statistique	En moyenne il existe 0,3 point d'eau par école sur l'ensemble du territoire de la République du Tchad. Notons que des écoles peuvent avoir plusieurs points d'eau. Ce chiffre monte à 1,2 point d'eau par école sur le périmètre de la ville de N'Djamena. Au niveau national, cela donne un ratio moyen de 788 enfants par point d'eau (sans que ces chiffres tiennent compte du taux de fonctionnalité des ouvrages)
Etude de cas dans les 135 écoles de N'Djaména	Il existe des points d'eau dans 97% des écoles primaires publiques de la ville de N'Djamena, autrement dit, dans 3% des 9930 EPP, les élèves se débrouillent pour trouver de l'eau à boire, qu'elle soit potable ou non. Le dispositif dominant est la PMH (88% des écoles enquêtées). Le taux de fonctionnalité des points d'eau est autour de 65%, tout type de points d'eau confondu.
RESTE <i>(« Résilience et Emploi au lac Tchad, incluant une étude de situation WASH dans les écoles)</i>	Seules 3 écoles sur les 44 écoles enquêtées disposent d'un point d'eau dans l'école. La qualité de l'eau, notamment pour la consommation d'eau de boisson n'est pas assurée et les directeurs déclarent que l'eau ne peut pour le moment pas être traitée à l'école par manque de produit et de personnes formées aux processus de traitement. L'eau actuellement utilisé en eau de boisson est considérée comme inacceptable dans 16% des écoles.
Enquête CAP UNICEF-DAPRO dans 4 écoles à NDJ	22% des enfants (soit 1 élève sur 5) estiment qu'il y a un problème de disponibilité d'eau dans l'école. Presque la moitié des élèves interrogés apporte leur eau de boisson depuis chez eux. 51% des enfants pensent que l'eau n'est pas de qualité.
Enquête Hydroconseil - 50 écoles	64% des écoles enquêtées disposent d'un point d'eau (rappel : échantillon orienté vers les écoles disposant d'infrastructures). Dans 84% de ces écoles, le point d'eau est fonctionnel. L'eau de boisson est peu stockée dans l'école. 34% des enfants boivent directement au point d'eau de l'établissement. Pour les 19 écoles disposant d'au moins 1 poste d'eau de boisson (soit 38% des écoles), ce dernier est fermé par un couvercle dans 58% des cas et les enfants les utilisent dans 87% des écoles.



Accès à l'assainissement : équité et durabilité

Annuaire statistique	<p>87% d'écoles sont sans toilettes, ce qui explique en partie le fort taux de défécation à l'air libre enregistré dans les écoles (98%).</p> <p>En moyenne il existe 0,9 cabines par école. Le ratio élèves/latrine est de 235 enfants pour 1 latrine. Ce taux monte pour les filles à 274 élève-fille par latrine.</p>
Etude de cas dans les 135 écoles de N'Djaména	<p>Les toilettes existent dans 94% des écoles visitées. 87% des latrines observées sont des latrines avec dalle et fosse.</p> <p>Dans près de 90% des écoles, les toilettes des enseignants sont séparés de ceux des élèves.</p> <p>Le nombre moyen de cabines varie de 2,7 dans le 10^{ème} Arrondissement à 10 dans le 5^{ème} Arrondissement et que la moitié des EPP de N'Djaména ont moins de 5 cabines.</p> <p>En moyenne nous avons un ratio de 328 individus pour une cabine. 47% des élèves affirment que les toilettes des filles sont séparés de ceux des garçons.</p> <p>Les élèves confirment la pratique de la défécation à l'air libre en milieu scolaire. En effet, 64,5% d'entre eux estiment que certains élèves urinent contre les murs et dans la cour de l'école. Plus de 65% confirment que certains d'entre eux défèquent aux alentours des toilettes ou dans la cour.</p>
RESTE <i>(« Résilience et Emploi au lac Tchad, incluant une étude de situation WASH dans les écoles)</i>	<p>Seules 3 écoles sur les 44 enquêtées ont des latrines. 90% des écoliers ne savent pas utiliser les latrines, et elles ne sont pas entretenues pour être utilisées de manière hygiénique par les enfants.</p>
Enquête CAP UNICEF-DAPRO	<p>Dans les 4 écoles visitées il existe un bloc de latrine avec fosse et dalle. Les ratios ne respectent pas les normes de l'OMS : En moyenne on a 260 filles pour 1 latrine et 314 garçons pour 1 latrine.</p> <p>3 écoles sur les 4 ont des latrines accessibles aux handicapés</p> <p>Seulement 1 école sur les 4 a des latrines hygiéniques</p> <p>64% des enfants interrogés disent utiliser la latrine de l'école. Quand ils ne le font pas, ils utilisent dans 53% des cas les latrines de chez eux et dans 47% des cas pratiquent la DAL. Les principales raisons invoquées sont l'absence de propreté dans les latrines (saleté et odeur)</p>
Enquête Hydroconseil - 50 écoles	<p>27 écoles disposent de latrines, soit 54% des écoles visitées. Dans 22 écoles (soit 81%), la totalité des cabines sont fonctionnelles. Cependant ce chiffre est revu à la baisse en considérant qu'une latrine fonctionnelle est une latrine pouvant assurer l'intimité de l'enfant (fille notamment). Il est alors de 44%.</p> <p>Parmi les écoles disposant d'une latrine, seules 10 (soit 37%) disposent de latrines propres.</p> <p>Selon les directeurs, les latrines sont utilisées par les enfants dans 22 écoles sur les 26 considérées pour l'analyse, contre 79% lorsque l'on interroge les enfants. Les enseignants déclarent tous utiliser les latrines de l'école lorsqu'il y en a. Les directeurs estiment qu'il n'existe pas de différence entre le taux d'utilisation des latrines par les filles et par les</p>



Accès à l'assainissement : équité et durabilité

	<p>garçons, sauf dans 6 écoles, sans pour autant que cela ait un lien avec la non-séparation genrée des latrines.</p> <p>Les observations faites dans les écoles disposant de latrines montrent qu'elles sont faciles d'accès pour les personnes handicapées/vulnérables dans 63% des écoles visitées. Lorsque la question est posée aux enfants eux-mêmes, 66% d'entre eux pensent que les latrines de leur école sont accessibles aux personnes handicapées et vulnérables</p>
--	--

Bonnes pratiques d'hygiène: Lavage des mains au savon

<p>Annuaire statistique</p>	<p>Pas de données collectées</p>
<p>Etude de cas dans les 135 écoles de N'Djaména</p>	<p>Les Clubs d'hygiène existent seulement dans 26% écoles enquêtées. Sur ces 35 écoles, près de la moitié affirme que les clubs d'hygiène ne fonctionnent pas.</p> <p>L'existence d'un dispositif de lavage des mains est confirmée dans 31,1% des écoles. La plupart de ces dispositifs sont implantés devant la salle des enseignants. Parmi les écoles ayant un dispositif de lavage des mains, 40,5% des directeurs affirment qu'ils ne sont pas utilisés. La principale raison de non utilisation des dispositifs de lavage des mains est la panne, la seconde raison de non utilisation de ces dispositifs est le manque d'hygiène.</p> <p>74,5% des élèves affirment se laver les mains avant de manger à l'école. Parmi les élèves qui se lavent les mains avant de manger à l'école, 60,4% n'utilisent pas du savon. Ce chiffre s'explique par la non-mise à disposition des produits d'hygiène, plus qu'à un manque de volonté des enfants. En effet, la plupart des dispositifs de lavage des mains implantés dans les écoles ne sont alimentés ni en eau, ni en produit d'hygiène</p>
<p>RESTE</p> <p><i>(« Résilience et Emploi au lac Tchad, incluant une étude de situation WASH dans les écoles)</i></p>	<p>Dans 98% des écoles visitées, les stations de lavage des mains sont soit absentes, soit non-correctement utilisées, soit inaccessibles aux handicapés, soit non-entretenu.</p> <p>L'éducation à l'hygiène est inscrite dans les programmes scolaires pour 68,2%. Les méthodes d'enseignement sont jugées inefficaces pour 79,5%.</p> <p>Plus de la moitié des élèves de l'école ne participent pas activement au maintien de l'hygiène (52,2%). L'hygiène n'est pas promue systématiquement dans 86,4% des écoles alors qu'il fait partie du dernier programme national.</p>
<p>Enquête CAP UNICEF-DAPRO</p>	<p>Seule 1 école sur les 4 dispose d'un dispositif de lavage des mains, et aucune école ne pratique le lavage des mains avec de l'eau et du savon après l'utilisation des latrines ou avant le repas. Selon les élèves, 96% sont formels sur le fait qu'il n'y a pas de pratique de lavage des mains à l'école, même si le dispositif de lavage des mains est présent dans l'école. Pourtant 84% des parents disent se laver les mains et 77% disent le lavage des mains est pratiquée à la maison.</p>



Bonnes pratiques d'hygiène: Lavage des mains au savon

<p>Enquête Hydroconseil - 50 écoles</p>	<p>22 écoles disposent de dispositifs de lavage des mains, 20 dispositifs sont alimentés en eau et parmi eux, seuls 13 proposent du produit de nettoyage des mains près des stations. Ainsi les dispositifs sont jugés complets et fonctionnels dans seulement 26% des écoles visitées. Sur les 26 écoles qui accueillent des vendeuses, 5 (19%) ont des dispositifs de lavage des mains à proximité des vendeuses et parmi ces 5, 2 ont un produit de nettoyage.</p> <p>D'après les directeurs, les dispositifs de lavage des mains (lorsqu'ils existent) sont bien utilisés. Toujours selon les directeurs, dans 60% des écoles les enfants se laveraient les mains après avoir été aux toilettes. Dans 80% des écoles, la totalité des enseignants affirment se laver les mains et ils sont conscients que c'est important pour montrer l'exemple. Les chiffres sont à nuancer car dans 19 de ces écoles, il n'y a pas de dispositif de lavage des mains. De la même manière, 79% des enfants interrogés déclarent s'être lavés les mains à l'école depuis hier, mais ces réponses sont à nuancer car 124 élèves ont dit se laver les mains alors qu'il n'y a pas de dispositif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dont 85 enfants se trouvant dans une école avec point d'eau - peut-être que ces enfants se lavent les mains au point d'eau), • Dont 39 enfants où il n'y a pas de point d'eau à l'école <p>100% des enfants affirment utiliser du savon, de la cendre ou de l'OMO¹⁷ s'il est présent aux stations de lavage des mains</p> <p>Dans les écoles disposant d'une station de lavage des mains, 23% des directeurs déclarent avoir mis en place des routines collectives de nettoyage des mains. Dans ces 7 écoles, dont au moins 6 ont reçu l'appui d'un projet, 3 le font quotidiennement et 2 au moins 1 fois par semaine. Généralement ces routines se font à la fin de la récréation (4 des 7 écoles)</p>
--	---

Entretien et maintenance, y compris financement

<p>Annuaire statistique</p>	<p>Pas d'information</p>
<p>Etude de cas dans les 135 écoles de N'Djaména</p>	<p>Les latrines sont bien entretenues dans 33% des écoles primaires publiques de N'Djaména. Le terme « bien entretenu » est à prendre ici de façon relative car, dans la plupart des écoles publiques, la situation des latrines est subjective (déclaration des directeurs).</p> <p>Dans 78,6% des écoles, ce sont les élèves eux-mêmes qui s'occupent de l'entretien des latrines. Parmi les raisons évoquées concernant le mauvais entretien des latrine, la plus récurrente est le manque de personnel d'entretien (évoquée par 49% des cas), la seconde raison est que les latrines sont pleines et demandent à être vidangées (évoquée par 22,4% des directeurs).</p> <p>Dans presque toutes les écoles primaires de Ndjamenana, il manque totalement de l'hygiène autour des points d'eau.</p>

¹⁷ Savon en poudre



Entretien et maintenance, y compris financement	
<p>RESTE</p> <p><i>(« Résilience et Emploi au lac Tchad, incluant une étude de situation WASH dans les écoles »)</i></p>	<p>Si rupture dans la fourniture d'eau, les dispositions ne sont prises pour assurer la poursuite de l'accès à l'eau par la communauté scolaire.</p> <p>Il n'y a pas de conventions d'entretien des équipements WASH pour 100% des écoles.</p> <p>Il n'est pas montré aux élèves comment utiliser les latrines et les points d'eaux et comment se laver correctement les mains dans 95,5% des écoles.</p> <p>Des fonds ne sont pas collectés pour l'entretien des installations et à l'équipement WASH pour 93 % des écoles</p>
<p>Enquête CAP UNICEF-DAPRO</p>	<p>1 seule école a déjà fait vidanger ses latrines, les boues de vidanges sont restées dans la cour, à proximité des enfants.</p> <p>Seule 1 école dispose d'un club d'hygiène.</p> <p>L'approvisionnement en intrants ne se fait pas dans 3 des 4 écoles visitées. Lorsque cela est le cas, ce sont principalement les directeurs qui se chargent de cet approvisionnement.</p> <p>Concernant l'entretien courant, le point d'eau n'est généralement pas entretenu (3 écoles sur 4) tandis que les latrines sont entretenues par le gardien dans 3 écoles sur les 4 enquêtées. Dans la dernière ce sont les enfants qui s'occupent de l'entretien.</p> <p>2 des 4 écoles disposent d'un budget de fonctionnement.</p> <p>30% des parents sont impliqués dans la gestion de l'eau et de l'assainissement à l'école (approvisionnement en savon, serviettes hygiéniques, nettoyage des toilettes). La moitié des parents seraient d'accord de payer pour l'entretien et le fonctionnement des installations EAH dans l'école.</p>
<p>Enquête Hydroconseil - 50 écoles</p>	<p>23 écoles sur 50 déclarent avoir élaboré un projet d'école l'année passée. 69% des écoles disposant d'un projet d'école indiquent qu'une ligne spécifique était prévue pour les activités EHA. Cela représente généralement moins d'1/4 du budget de l'école mais cela ne veut pas dire grand-chose puisque le projet de l'école peut également comprendre des lignes budgétaires plus lourdes telles que la construction de salle de classe par exemple. L'activité prévue la plus citée est l'achat de savon (8), ensuite l'achat de dispositifs d'eau de boisson (7), puis la construction de latrines (5), l'entretien/maintenance du point d'eau (5), achat d'équipements d'hygiène (bouilloires, dispositifs lavage des mains, bassines, balais, pelles) (5).</p>

Lien école / Village : Continuité des pratiques	
<p>Annuaire statistique</p>	<p>NA</p>
<p>Etude de cas dans les 135 écoles de N'Djaména</p>	<p>De façon générale, le lavage des mains, avec ou sans savon, est très pratiqué à la maison car 90,3% des élèves affirment qu'ils se lavent les mains avant de manger. Parmi ceux qui se lavent les mains avant de manger à la maison, près de 94% utilisent du savon. Cela démontre que les élèves ont bel et bien reçu des enseignements sur le lavage des mains.</p>



Lien école / Village : Continuité des pratiques

RESTE <i>(« Résilience et Emploi au lac Tchad, incluant une étude de situation WASH dans les écoles)</i>	Les écoliers déclarent qu'ils n'ont pas de latrines à la maison pour 72,9% dans ce cas ils utilisent les latrines collectives pour 25,1% et la brousse pour 74,1 %
Enquête CAP UNICEF-DAPRO	93% des familles déclarent avoir une latrine chez eux
Enquête Hydroconseil - 50 écoles	<p>Dans 21 écoles sur 50 visitées, la totalité des enfants interrogés (soit 154 enfants) déclarent ne pas avoir accès à des latrines dans leur environnement. La province la plus défavorisée semble être la province du lac (16 écoles et 116 enfants). 15 de ces écoles ne disposent pas de latrines. Donc, seuls 46 enfants indiquent utiliser des latrines à la maison, sans pouvoir le faire à l'école. Ce qui fragilise les normes sociales de non pratique de la DAL. Les autres ayant des mauvaises pratiques.</p> <p>Au total 171 enfants (soit 44% des enfants interrogés) déclarent ne pas avoir de latrines chez eux.</p> <p>Dans 10 écoles sur 50 visitées, la totalité des enfants interrogés (soit 73 enfants) déclarent ne pas avoir accès à un dispositif de lavage des mains chez eux. Parmi les enfants à avoir déclaré avoir accès à un dispositif de lavage des mains chez eux (soit 293 enfants), 24% d'entre eux n'ont pas accès à un produit de nettoyage des mains : savon, cendre ou OMO</p>

Gestion de l'hygiène menstruelle

Annuaire statistique	Pas de donnée collectée
Etude de cas dans les 135 écoles de N'Djaména	Pas de donnée collectée
RESTE <i>(« Résilience et Emploi au lac Tchad, incluant une étude de situation WASH dans les écoles)</i>	Dans 7 des 13 écoles ayant acceptée de répondre à la question, aucune disposition n'est mise en place pour les filles en âge d'avoir leur menstrues.
Enquête CAP UNICEF-DAPRO	18% des enseignants ont enseigné la gestion de l'hygiène menstruelle aux élèves (comment prendre soin de sa santé et hygiène pendant les règles). Cet enseignement est principalement dispensé par les enseignants - Femmes. 82% des enseignants disent que le sujet est enseigné uniquement aux filles. 5 enseignants disent avoir du matériel pour aborder le sujet.



**Enquête
Hydroconseil
- 50 écoles**

18 écoles déclarent sensibiliser/enseigner aux filles les bonnes pratiques en matière de santé et d'hygiène durant leurs règles (dont 11 dans la province du Lac).

Dans 98% des écoles, les enseignants déclarent que personne n'est venu les former pour aborder ces sujets avec les filles. Dans 1/3 des écoles, les enseignants trouvent qu'il est difficile d'aborder ces thèmes (puberté, GHM) avec les élèves car c'est un sujet encore tabou ou les enfants sont trop petits. Dans 27% des écoles, les enseignants estiment que cela n'est pas important d'en parler pour éviter les viols, les grossesses précoces (et les autres désordres).

Interrogés sur leur volonté à participer à une cellule de soutien pour les filles, les enseignants y sont plutôt favorables. Seules 4 écoles sont réticentes, notamment lorsque l'équipe enseignante est entièrement masculine et considère qu'il s'agit d'un sujet qui ne peut être abordé que par les femmes, ou parce qu'ils considèrent qu'il faudrait obtenir l'autorisation des parents, et pour cela les sensibiliser. Cependant si cela devait se mettre en place les enseignants souhaitent être renforcés sur les messages et approches. Les hommes ont toutefois été plus gênés que les femmes à prendre part à ces cellules. Par ailleurs, 9 AME estiment ne pas avoir suffisamment de connaissances et ne savent parfois pas quoi répondre aux filles

Dans 89% des écoles les enseignants pensent que l'environnement de l'école n'est pas favorable à la bonne gestion des menstrues par les filles (manque de connaissance, d'équipement et de présence féminine) : dans 10 écoles, les latrines ne sont pas séparées filles/garçons, 81% des filles déclarent que les latrines ne sont pas adaptées à la gestion des menstrues (pas dispositif pour jeter les protections usagées, latrines trop sales, absence d'intimité/porte avec verrou à l'intérieur), les sarkanes dédiées au nettoyage ne sont pas systématiquement présentes à l'entrée des latrines

Sur les 122 réponses reçues au questionnaire fille, 30% indiquent l'école comme lieu d'information sur la menstruation. L'information se fait généralement dans l'espace familial. L'information obtenue à l'école est cependant utile. 33% des filles (en âge d'être menstruées) déclarent n'avoir jamais reçu d'information à ce sujet. Le sujet reste tabou puisque 21% des filles ne souhaitent pas poser de question ou parler de cela à l'école. 30% accepteraient d'en parler avec une enseignante.